HISTORIA magazine

56

Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 259 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



L'INVESTITURE DU GÉNÉRAL DE GAULLE



UN DIMANCHE SANS RÉVOLUTION

Jean FONTUGNE

A l'aube de ce 1er juin 1958, à quelques heures de son investiture par l'Assemblée nationale, le général de Gaulle peut être particulièrement satisfait. La crise qui avait conduit la France au bord de la guerre civile est pratiquement terminée. Fort de l'appui de l'armée, sachant que le pays est favorable à l'instauration d'un régime stable et fort, le président du Conseil désigné prépare déjà la composition de son ministère. La liste en sera connue officieusement par tous les parlementaires avant l'ouverture de la séance d'investiture au Palais-Bourbon.

Après la révolution à Alger, le débarquement en Corse, les manifestations de masse des derniers jours du mois de mai, dans la région parisienne, la crise est dénouée sans effusion de sang. Cette fin était prévisible.

Les députés des divers mouvements politiques métropolitains se trouvaient, en effet, plus divisés que jamais au sein de leur propre parti, en ce dimanche 1er juin. Si au M.R.P. une confortable majorité de parlementaires soutient finalement la candidature du général, ce n'est que par 77 voix contre 74 que la S.F.I.O. donnera son accord. Quant au parti radical, une majorité s'y dégagera pour soutenir l'investiture, malgré l'absence de nombreux élus à la réunion du groupe.

Ainsi, à 15 heures, le général de Gaulle peut se présenter sans aucune appréhension devant les membres de la dernière Assemblée nationale de la IVe République. Les résultats sont connus d'avance. La seule question qui se pose est : combien de voix « pour », combien de voix « contre »?

Le public et les diplomates qui emplissent les tribunes ce jour-là sont venus avant tout pour assister à une journée « historique ». Elle rappelait étrangement le retour d'un autre « grand », Winston Churchill, à la tête du gouvernement britannique après un long règne des travaillistes à Westminster. Mais l'avenir devait montrer que le retour au pouvoir, et pour de longues années, du général de Gaulle donnerait au monde une image nouvelle de la France.

J. F.

NOTE DE LA RÉDACTION :

A la demande de nombreux lecteurs, nous vous précisons que vous pouvez vous procurer les numéros d'*Historia magazine - guerre d'Algérie* des mois de juillet, août et début septembre : n° **235** (42) - n° **236** (43) - n° **237** (44) - n° **238** (45) - n° **239** (46) - n° **241** (47) - n° **243** (48) chez votre marchand, ou à défaut en passant commande aux Éditions Tallandier (département-ventes), 17, rue Remy-Dumoncel, Paris XIVe, en joignant le montant de votre règlement.

Sommaire n° 56 - Historia magazine n° 259

29 mai. Message du président Coty au Parlement. Recourant à la procédure officielle, il recommande l'investiture de De Gaulle, sous menace de sa démission. Dernière carte !

DE GAULLE AU GOUVERNAIL...

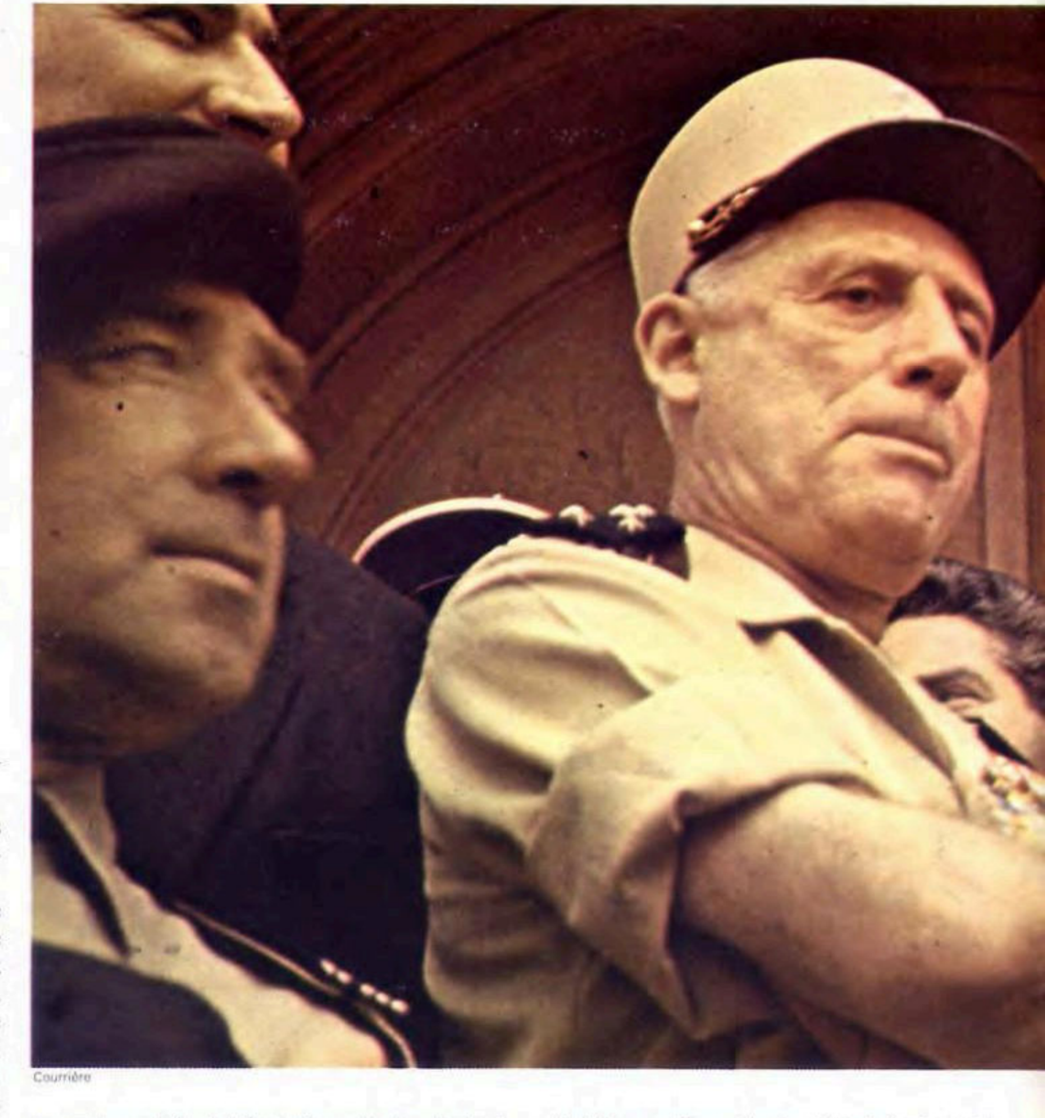
Du 13 mai au 1er juin 1958, de Gaulle publia trois communiqués, tint une conférence de presse, prononça son « discours d'investiture », écrivit deux lettres rendues publiques, eut plusieurs entretiens dont les comptes rendus furent assez largement diffusés : pas une seule fois, en toutes ces occasions, il n'indiqua quelles étaient ses vues

2 juin 1958. L'Assemblée accorde sa confiance au général de Gaulle par 329 voix contre 224. Les débats ont duré 2 jours. De Gaulle demande les pleins pouvoirs pour six mois.

retour "aux affaires" épineux et énigmatique. A au

◄ **Jean Amrouche, dont le talent s'est imposé à Paris avec, entre autres, *Chants berbères,* est un écrivain né en Grande Kabylie, ami de Camus, et nationaliste modéré. Il rencontre à plusieurs reprises le général de Gaulle, avant mai 1958. De Gaulle ne fait pas alors mystère de sa pensée : l'Algérie sera un jour indépendante. Amrouche n'est pas le seul à recevoir cette confidence. Il meurt à Paris en 1962.**

Kahia



Courrière

sur l'avenir de l'Algérie. Et par-dessus tout, il ne parla jamais d' « Algérie française » ni d' « intégration ».

Rien n'était plus significatif que ce comportement alors même que la France entière était ébranlée par une crise dont l'enjeu avait d'abord été la solution du drame algérien. D'autant plus que, de l'autre côté de la Méditerranée, l'appel pour le retour au pouvoir du général de Gaulle était venu de la sécession provoquée par les événements du 13 mai et au milieu d'un vaste mouvement qui exigeait l'intégration de l'Algérie à la France et n'avait pour mot d'ordre que celui d' « Algérie française ». Le contraste était donc absolu entre la netteté et la passion des hommes d'Alger tentant d'imposer à la France la seule solution qu'ils admettaient, et le refus catégorique, répété, presque systématique du général de Gaulle de prendre immédiatement position sur l'issue qu'Alger réclamait à grands cris. On ne peut perdre de vue toute la portée de ce contraste. Il éclaire par avance, et de façon singulièrement brutale, le conflit qui allait naître et grandir entre de Gaulle et les partisans de l'Algérie française. Ce n'est pas en 1959, avec le discours sur l'autodétermination de l'Algérie, en 1960, à l'occasion des barricades de janvier ou des grandes émeutes de décembre, en 1961, lors du putsch d'avril ou de la conférence d'Évian, que la rupture a pu apparaître : c'est dès l'origine, avant même que le général de Gaulle ait effectivement pris le pouvoir.

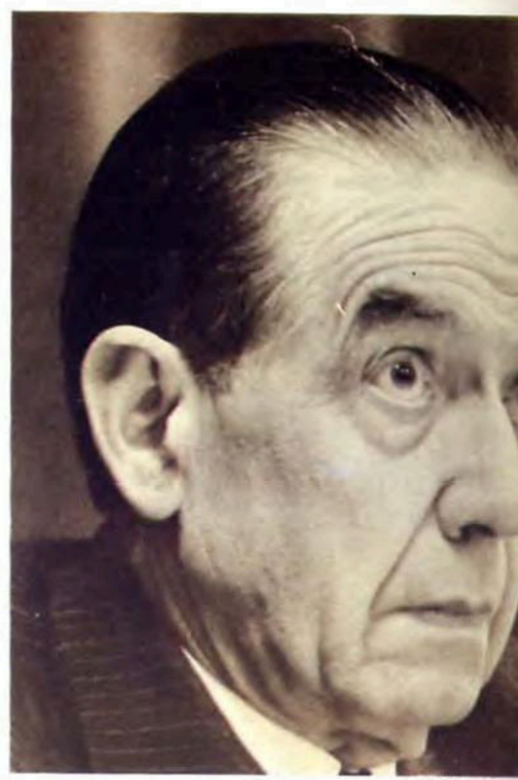
Au vrai, des éléments plus précis avaient permis, depuis trois ans, de voir assez clairement quel était l'état d'esprit du général de Gaulle à propos de la décolonisation de l'ancien empire français. Et d'abord à propos du Maroc : partisan, dès 1945, d'une entente directe entre la France et le sultan du Maroc, il déplora vivement la position de Mohammed V dont il avait pris soin, pour ménager l'avenir, de faire un compagnon de la Libération. Parlant une dernière fois en public, le 30 juin 1955, il évoqua, pour le Maroc et la Tunisie, une « association » prenant la « forme d'un lien de nature fédérale entre États ». Dans le cas de l'Algérie, il souhaitait « l'intégration d'un territoire ayant son caractère à lui [...] dans une communauté plus large que la France », ce qui revenait à préconiser une autonomie algérienne dans une sorte de nouveau Commonwealth et, en tout cas, ne s'identifiait nullement à une intégration de l'Algérie dans la République française. Trois ans auparavant, passant en Tunisie, il avait formellement refusé de condamner l'activité des fellaghas tunisiens en dépit des demandes faites à ce sujet par des représentants de la colonie française. Dans plusieurs entretiens, il évoqua très précisément l'avenir de l'Algérie dont le terme ultime devait être l'indépendance. Il le dit à l'écrivain algérien Jean Amrouche, à l'ancien ministre socialiste Alain Savary, à Roger Stephane qui était l'un des principaux fondateurs et responsables de l'hebdomadaire de gauche *France-Observateur*, à un éminent universitaire américain, le professeur Neumann, au romancier Maurice Clavel, qui, avant de renier de Gaulle bruyamment et de le vilipender avec une rare violence, passait pour gaulliste, et même au prince Moulay Hassan, alors héritier du trône du Maroc, qu'il reçut en octobre 1956.

Les gaullistes !

Bien entendu, ceux qui préparaient les événements qui devaient enfin se produire à Alger le 13 mai, ceux du moins qui en attendaient le retour au pouvoir du général de Gaulle et en même temps le maintien de l'Algérie dans la souveraineté française, tentèrent d'obtenir, sur ce dernier point, quelque assurance précise de l'ermite de Colombey. Le plus



◄ Le général Salan et Jacques Soustelle quelques heures après l'arrivée de ce dernier à Alger. De Gaulle n'a pas été d'accord sur la venue de Soustelle en Algérie. Déjà il le soupçonne de s'éloigner du gaullisme pour soutenir l'Algérie française.



A.F.P.

Edmond Michelet. ► De Gaulle le prend dans son gouvernement comme ministre des Anciens Combattants. Cet ancien résistant, qui fut déporté, est resté farouchement fidèle au général et prône l'indépendance de l'Algérie. Il a pris des contacts directs avec le F.L.N.

actif d'entre eux, Léon Delbecque, qui vit de Gaulle à deux reprises, avant et après le 26 avril, jour où il organisa une première grande manifestation algéroise, s'entendit seulement répondre qu'il « prendrait ses responsabilités » au cas où, d'Algérie, on ferait appel à lui. Mais Léon Delbecque était gaulliste depuis 1940. D'autres conjurés, animés de sentiments tout différents envers l' « Homme du 18-Juin », exigeaient des garanties. Tel était Alain de Sérigny, directeur de *l'Écho d'Alger*, désormais très lié à Jacques Soustelle et qui, avant de s'engager dans le camp de ceux qui, le moment venu, feraient appel à de Gaulle, voulut en avoir le cœur net. Insatisfait par les promesses de Jacques Soustelle lui-même, il lui demanda d'aller voir le général. La lettre de Jacques Soustelle à Alain de Sérigny, après l'audience qui venait de lui être accordée, et qui est exactement le seul document écrit dont aient pu se réclamer les partisans de l'Algérie française qui ont voulu prouver que de Gaulle partageait leur sentiment, est tout à fait révélatrice. Surtout, bien entendu, si l'on songe que l'auteur de la lettre voulait convaincre le destinataire que le général de Gaulle avait les mêmes idées qu'eux. A aucun moment Jacques Soustelle n'a pu dire que le général de Gaulle était purement et simplement partisan de l'Algérie française et de l'intégration et à aucun moment il n'a pu promettre que le général se prononcerait dans ce sens, soit dans l'immédiat — de Gaulle le refuse expressément —, soit plus tard. Tout au plus parle-t-il d'un « statut [...] où des autonomies locales seraient associées dans un système français » et d'un « effort [...] destiné à amener la population musulmane à souhaiter et à réclamer l'intégration », ce qui n'implique pas du tout que le général de Gaulle ait à ce sujet la moindre illusion. Au contraire — Soustelle en convient —, de Gaulle est « moins persuadé que moi de ce que les musulmans accueilleraient favorablement l'intégration ». Et c'est tout. Aucun de ceux qui préparèrent le 13 Mai n'en obtint davantage.

R.V. Lucas



◄ René Capitant, gaulliste de la première heure, fut ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement provisoire, à Alger, en 1943. Il est un de ceux qui voient de Gaulle tout au long de la « traversée du désert » et savent ses préoccupations.

Au vrai, de Gaulle tenait sans aucun doute à garder contact avec tous ses partisans, quelle que fût leur position sur le problème algérien. Il savait, bien entendu, que, dès l'hiver 1956-1957, des groupes d'étude s'étaient formés pour envisager ce qu'il pourrait faire dans l'hypothèse où il reviendrait au pouvoir, aussi bien pour l'Algérie que pour la Constitution, l'Afrique noire ou l'économie nationale. Et à la tête de ces groupes qui envisageaient dans tous les domaines les solutions les plus libérales se trouvaient de très anciens gaullistes comme Gilbert Grandval et René Capitant, mais aussi des hommes de gauche, comme l'universitaire socialiste André Houriou, le directeur de la revue *Esprit*, Jean-Marie Domenach, un secrétaire de la C.G.T., Pierre Lebrun, l'un des anciens collaborateurs de Pierre Mendès-France, Simon Nora. Edmond Michelet avait établi des liaisons directes avec des nationalistes algériens, André Malraux et François Mauriac s'étaient joints à Roger Martin du Gard et Jean-Paul Sartre pour dénon- ►

un refus obstiné de se laisser dominer, y compris par "les siens"

cer les tortures infligées au communiste algérien Henri Alleg.

Mais de Gaulle savait en même temps la place prise par quelques gaullistes dans les conjurations algéroises. Comme on l'a vu, Léon Delbecque, ainsi que Lucien Neuwirth, lui avait laissé prévoir qu'une crise se préparait. Au début de mai il savait donc — comme beaucoup d'observateurs à Alger — que quelque chose se préparait de l'autre côté de la Méditerranée. Il savait aussi que des gaullistes tenteraient de faire dévier le cours des événements de manière à susciter un appel en sa faveur. Mais ce qu'il connaissait de l'état d'esprit de la minorité européenne le portait à croire que son nom n'avait, auprès d'elle, aucune résonance.

Soustelle, désormais...

Plus probablement, elle s'orienterait vers l'extrémisme de quelque mouvement « ultra ». Du reste, il jugeait vraisemblable que le régime saurait trouver quelque accommodement propre à lui faire surmonter cette épreuve, mais qu'en aucun cas il ne consentirait à lui céder la place. Il y faudrait une secousse immense qui mît en péril toute la vie politique et sociale. Il n'en écartait pas l'éventualité, mais, jusqu'aux premiers jours de la crise, il demeura frappé, par-dessus tout, par l'extrême indifférence de l'esprit public.

Quant aux gaullistes d'Alger, leur plan n'avait jamais varié. Il s'agissait de prendre appui sur la révolte populaire des Européens d'Algérie pour établir, au cœur d'Alger, au siège même des pouvoirs publics, une « autorité de fait ». S'inspirant de l'exemple du tiers état de 1789, celle-ci proclamerait qu'elle resterait sur place tant qu'un gouvernement de salut public ne s'établirait pas à Paris. Enfin, il faudrait imposer que ce gouvernement eût pour chef de Gaulle. Ce plan exigeait d'abord l'occupation des bâtiments de l'ancien Gouvernement général. De là serait adressée à la France une solennelle mise en demeure qu'appuierait la menace d'une sécession prolongée.

Mais pour donner à l'entreprise son caractère politique, pour la conduire au plus vite à l'appel à de Gaulle, il fallait qu'un homme témoignât par sa présence des buts de l'entreprise en même temps qu'il saurait identifier la défense de l'Algérie française et le recours à l'ancien chef de la France libre. Cet homme devait être Jacques Soustelle, dernier gouverneur général de l'Algérie, inlassable avocat de l'intégration, devenu populaire auprès de la communauté européenne le jour même de son départ d'Alger.

Envers et contre tout, ce plan fut maintenu. Les promoteurs gaullistes de la crise du 13 mai l'appliquèrent, convaincus qu'il était le seul qui conduisît à leur objectif : l'appel à de Gaulle. Celui-ci fut maintenu à l'écart des premières étapes de l'opération. Mieux : sur un point capital, il n'approuva pas ce qui devait arriver; il ne souhaitait nullement que Soustelle se rendît à Alger et, le moment venu, il en conçut quelque mauvaise humeur. C'est que Soustelle, désormais, s'identifiait moins au gaullisme qu'à l'intégration de l'Algérie. Et sans nul doute, de Gaulle regrettait que toute

Camus/Paris-Match

Camus/Paris-Match



◀ Le roi Hassan II, souverain du Maroc, État aujourd'hui indépendant. Le général de Gaulle aurait préféré une solution moins « extrême »...

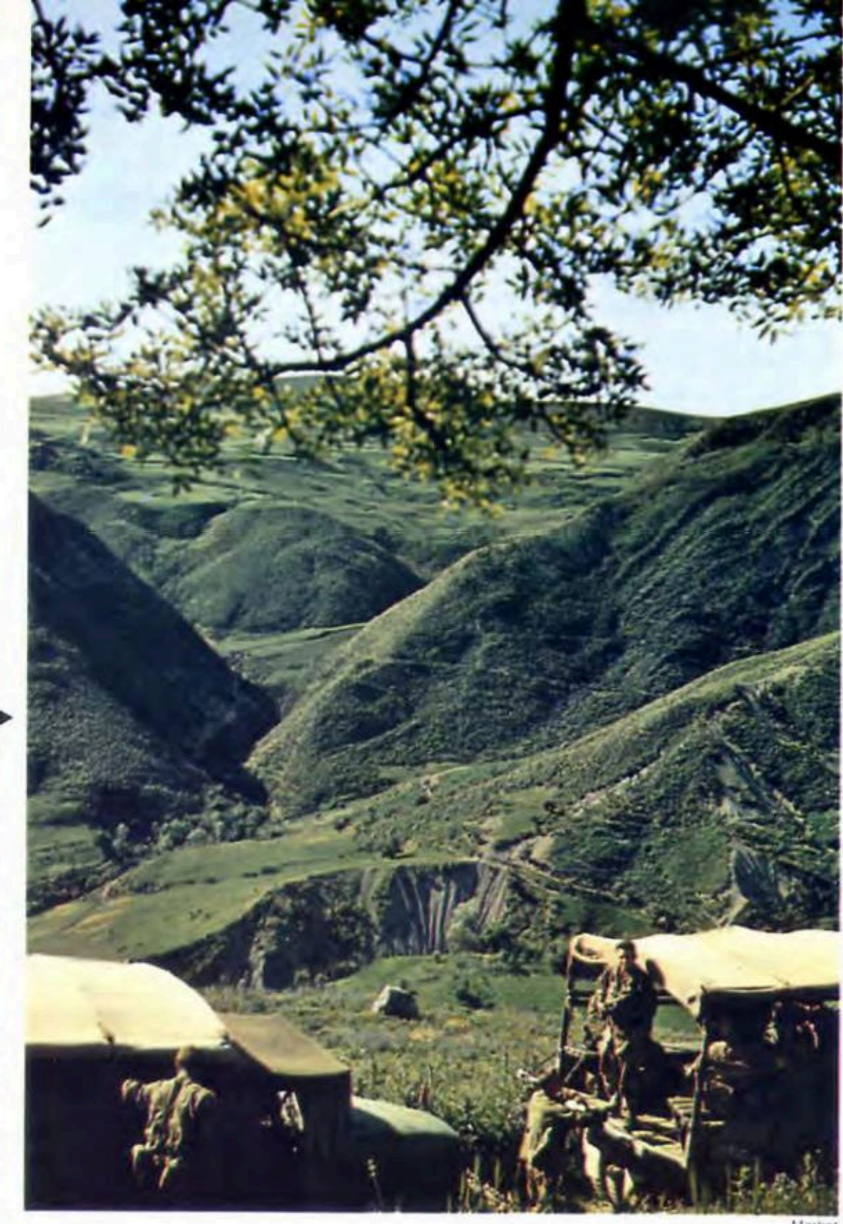
Charles Courrière



... Il avait fait de ▶ Mohammed V, un « compagnon de la Libération », et souhaitait alors, pour le Maroc et la Tunisie, une association menant à une fédération.

◂ Pendant que Paris vit les dernières heures de la IV[e] République, à Alger, le 13 Mai est devenu un spectacle quotidien. Personne ne rentre plus chez soi. Peu de pieds-noirs sont au courant de ce qui se prépare en réalité et des menaces précises du plan « Résurrection » sur l'hexagone.

Anx frontières, ▸ les échos de ce qui se passe parviennent comme s'il s'agissait d'un autre monde. Ici, la bataille continue. Le colonel Jeanpierre sera tué le 29 mai, en opération. Dans ce paysage d'un vert irlandais, dont les crêtes séparent l'Algérie de la Tunisie, les paras du 14[e] R.C.P. bivouaquent.


Marbot

d'action et à s'y tenir. Bien qu'il continuât à penser que ses chances de revenir au pouvoir demeuraient assez faibles et que les partis risquaient de faire à nouveau l'union contre lui, de Gaulle constata, en cette mi-journée du 15 mai, une conjonction d'éléments favorables. Le moment était donc venu d'agir. Il téléphona à son secrétariat l'ordre de rendre publiques ces quelques lignes : « La désintégration de l'État entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance.

Depuis douze ans, la France, aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans un processus désastreux. Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire jusqu'au salut. Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

Trois jours pour « voir venir »

Le recul du temps permet de mieux discerner ce qui, dans ce communiqué, annonçait l'avenir ou dévoilait un état d'esprit. Le mot « Algérie » n'était pas prononcé; on n'y faisait allusion qu'en parlant des « peuples associés », ce qui n'était certes pas la formule propre à satisfaire ceux qui, précisément, ne voulaient voir en l'Algérie qu'une fraction du territoire national. De même, la « perte de l'indépendance », citée parmi les conséquences premières de la « désintégration de l'État », annonce, par avance, le style autant que le contenu d'une certaine politique étrangère. Mais, sur le moment, les milieux politiques n'eurent qu'une réaction : de Gaulle, en ne condamnant pas le mouvement d'Alger, mais en posant sa candidature aux « pouvoirs de la République », donnait aux hommes du 13 Mai un encouragement capital et une espérance nouvelle. Aussi, le 16 mai, Guy Mollet, intervenant à l'Assemblée nationale, réclama-t-il, tout en protestant de son estime et de son admiration pour de Gaulle, que celui-ci reconnût la légitimité du gouvernement, désavouât les comités de salut public et promît de respecter les formes constitutionnelles au cas où il serait appelé à former un nouveau gouvernement.

De Gaulle y répondit en faisant savoir qu'il tiendrait une conférence de presse le 19 mai dans l'après-midi. Dans l'intervalle, trois jours se seraient écoulés. Au cas où le gouvernement aurait, d'ici là, réduit la sécession algérienne, il pourrait à bon droit dénoncer le désarroi et les ruines provoqués par les faiblesses et les incertitudes du régime, et pronostiquer, sans crainte d'erreur, la montée de crises nouvelles. Si, comme tout le laissait ▸

l'entreprise en fût marquée. En fait, les « gaullistes » de Paris prièrent instamment Soustelle de gagner Alger au plus vite; mais ils le firent de leur propre chef. Sur cette décision primordiale, ils n'auraient pas été approuvés par de Gaulle.

Cet épisode était significatif de la volonté formelle du général de Gaulle de ne pas se laisser dominer par ceux, quels qu'ils fussent, qui incarnaient nettement une certaine solution algérienne, et plus particulièrement l' « Algérie française » dans le sens que ces mots avaient alors. La même préoccupation l'avait guidé tout au long de la crise et plus précisément au cours des quelques tournants essentiels où il eut à intervenir personnellement.

Des chances faibles

Ce fut d'abord le cas pour son premier communiqué, publié le 15 mai à 17 heures. De Gaulle était arrivé à Paris le 14 mai au matin, comme tous les mercredis, et, durant la journée, il ne fit que tenter de s'informer, avant de regagner Colombey, le soir. En fait, il apparaissait alors que Léon Delbecque et ses amis avaient le plus grand mal à reprendre le contrôle des événements. Du moins profitaient-ils au mieux du désarroi créé chez les hommes d'Alger par l'investiture du gouvernement Pflimlin. Mais il avait été jusque-là impossible d'orienter les généraux vers un appel à de Gaulle, et Delbecque insistait d'autant plus pour que de Gaulle lui-même prît position et répondît à l'appel des émeutiers d'Alger qu'il savait parfaitement que Salan restait en contact avec le gouvernement. Mais le 15 mai, en fin de matinée, il parvint finalement à faire crier par Salan son premier « Vive le général de Gaulle! ». Enfermés dans leur impasse par le refus du gouvernement Pflimlin de négocier avec eux et surtout de proclamer solennellement l' « Algérie française », les chefs militaires d'Alger et même les civils antigaullistes qui avaient provoqué la prise du Gouvernement général s'orientaient donc vers l'issue que leur offraient Delbecque et ses amis, c'est-à-dire vers l'appel à de Gaulle.

Celui-ci, quarante-huit heures après le déclenchement de la crise, constatait que le gouvernement n'avait pas rétabli son autorité sur l'Algérie, qu'il n'avait pas rompu avec Salan, qu'il n'avait pas cédé la place à un ministère de « salut public » propre à satisfaire Alger, bref qu'il semblait impuissant à choisir une ligne



René Bail

slalom magistral entre la gau

◀ A Paris, parler de l'armée soulève, dans certains milieux politiques, au moment du 13 Mai, des vagues d'indignation. « Les paras à l'usine » est un des slogans qui reviennent dans les défilés du moment. En fait, en Algérie, derrière les clameurs du Forum et les claquements des drapeaux, la guerre continue même si certains colonels de paras sont favorables au « coup d'Alger » du fond du cœur.



Médard

prévoir, la dissidence d'Alger persistait, six jours se seraient écoulés sans que le gouvernement eût pu rétablir son autorité : la preuve de son impuissance serait faite, et l'opinion commencerait d'admettre que de Gaulle était désormais le seul recours possible.

La carte socialiste

De fait, quand de Gaulle entra au Palais d'Orsay pour y tenir sa conférence de presse, le 19 mai à 15 heures, le gouvernement n'avait pu sortir de son immobilité. Il avait laissé passer l'occasion de se réconcilier avec l'armée d'Algérie sur la base d'une politique d'intégration — ce qui eût paru possible et même vraisemblable dans la journée du 16 mai —, il s'était muré dans sa double hostilité aux hommes d'Alger et au retour du général de Gaulle au pouvoir; il avait donc, par réaction, rejeté vers ce dernier les chefs militaires d'Algérie. Plus précisément, le 17 mai, Delbecque et Neuwirth purent confirmer qu'ils avaient, au cours de la nuit précédente, rallié Salan à l'appel à de Gaulle assez solidement pour que les réticences qu'il devait encore manifester ne fussent plus que des soubresauts. Enfin, le 18 mai, de Gaulle lui-même avait appris que, sous l'impulsion des éléments les plus extrémistes d'Alger, on préparait une action militaire sur la France, dont Delbecque et ses amis s'efforçaient de contrôler les préparatifs. Les efforts conjugués des gaullistes de Paris et de ceux des collaborateurs du président du Conseil qui préparaient déjà un rapprochement futur avec de Gaulle parvinrent à éviter que les manifestations organisées le 19 mai par le Comité d'action national des anciens combattants n'aboutissent à l'occupation de plusieurs bâtiments publics, c'est-à-dire à un début de coup d'État.

De Gaulle, conscient des risques d'un affrontement qui pouvait tourner en guerre civile, va donc orienter toute sa conférence de presse en direction des groupes parlementaires et surtout des socialistes, dont l'accord conditionnera son retour régulier au pouvoir. Sa tâche est d'autant plus difficile qu'il ne peut condamner ouvertement le mouvement d'Alger puisqu'il ne veut pas paraître se rallier au régime et qu'il n'est nullement certain que, même dans ce cas, on ferait appel à lui; il n'aurait d'ailleurs aucun moyen d'imposer aux partis les conditions qu'il juge essentielles puisqu'il est déjà trop tard pour récuser, à Alger, ceux qui invoquent son nom et qu'il estime de surcroît qu'un affrontement se produira inévitablement s'il ne devient pas au plus tôt chef du gouvernement. En condamnant le 13 Mai, il gaspillerait son prestige et son autorité sans aucunement prévenir l'insurrection qui, même et surtout sans lui, s'apprête à déboucher en France.

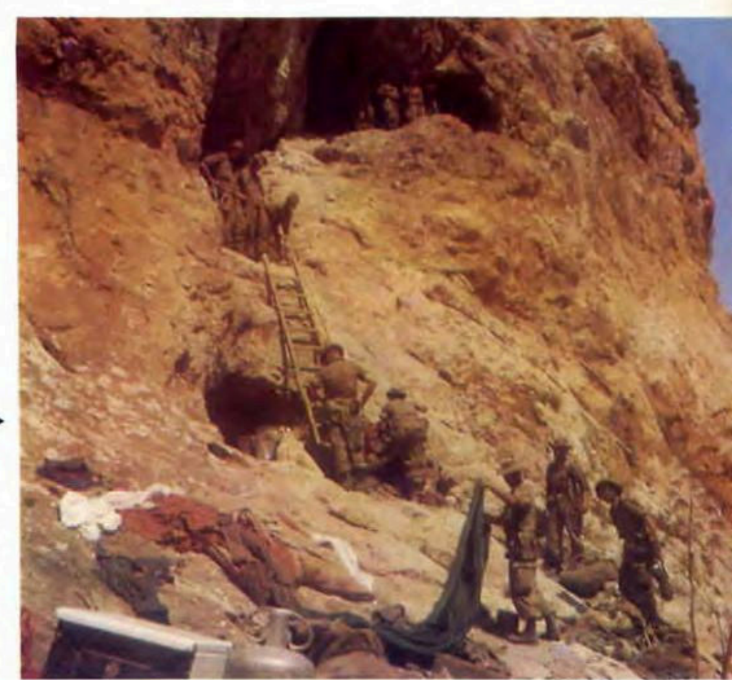
De là les termes de sa conférence de presse qui, abondants quant aux réformes qu'il a su promouvoir dès la Libération, délibérément aimables à l'égard des socialistes, ne contiennent aucune indication quant au sort que connaîtra l'Algérie et ne répondent absolument pas aux invocations d'Alger réclamant l'intégration et l' « Algérie française ».

La Corse s'enflamme. On se rend en cortège aux monuments aux morts pour y déposer des gerbes et des croix de Lorraine.





◄ Sans doute, les responsables militaires sont tenus au courant heure par heure, mais le gros de la troupe ignore quelle signification a le mot « Résurrection » pour de Gaulle.



Et la guerre qui ► se fait ici n'est pas « de la tarte » comme disait Bigeard. Opération grottes dans le Hodna, où l'on vient de mettre au jour des stocks d'équipement et de matériel de l'A.L.N.

Flament

Dans les jours qui suivirent, c'est vers les milieux politiques et parlementaires que de Gaulle porte ses efforts. Le 22 mai, il reçoit Antoine Pinay et prie un ancien collaborateur de Mendès-France, Georges Boris, de venir le voir : les propos qu'il lui tient sont de nature à rassurer les hommes de gauche. Le 26, il apprend que Guy Mollet désire le rencontrer et provoque dans la soirée une entrevue avec le président du Conseil. Il constate alors que Pflimlin est prêt à s'effacer devant lui mais exige encore la condamnation du mouvement d'Alger. Cependant, quarante-huit heures plus tôt, la Corse est entrée en dissidence et l'on a su que, le 21 mai, Pierre Lagaillarde est arrivé en France pour préparer les conditions d'un coup de force à Paris. Le moment était donc venu d'écarter tout risque d'extension à la métropole de la sédition algéroise mais, pour l'arrêter, il fallait annoncer qu'il était désormais en marche vers le pouvoir.

La visite de Dulac

C'est ce qu'il fit dans la matinée du 27 mai par un nouveau communiqué. Si les premiers mots de ce communiqué — « J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain » — paraissaient annoncer la victoire aux hommes d'Alger, l'ordre qui leur a été donné de ne plus entreprendre de nouvelles opérations marquait nettement que de Gaulle ne voulait pas tenir son pouvoir de leurs initiatives et qu'il entendait le recevoir de la représentation nationale. De fait, il sut, dès le lendemain, que le gouvernement Pflimlin décidait de se retirer et surtout que Guy Mollet avait vivement agi en ce sens. Il avait enfin reçu de Vincent Auriol une lettre qui constituait un appel à condamner la sédition, mais aussi à revenir au pouvoir.

Ainsi, de Gaulle savait qu'il touchait au but quand il reçut, à Colombey, le général Dulac, envoyé du général Salan. Il s'entendit exposer les plans de l'opération « Résurrection » que l'état-major d'Alger avait préparée en vue d'une intervention militaire en métropole. Les remarques qu'il fit à ce propos, en particulier sur la faiblesse des effectifs à engager, ont donné lieu à controverse et certains les ont invoquées pour faire croire que de Gaulle était favorable à cette opération. La date à laquelle cette conversation eut lieu et l'action que de Gaulle avait entreprise au même moment ne donnaient pourtant place à aucun doute : de Gaulle savait alors que les principaux dirigeants socialistes ne cherchaient plus désormais qu'à favoriser son retour au pouvoir et il lui importait au plus haut degré que ce retour eût lieu dans les conditions les plus inattaquables et, bien entendu, sans effusion de sang.

Il n'était donc pas question pour lui de favoriser une intervention militaire en métropole. Mais il lui fallait absolument assurer son autorité personnelle sur les généraux d'Alger. Car, à cette date, il courait encore un risque grave : si l'on sentait, à Alger, un divorce sérieux entre lui et le mouvement issu du 13 Mai, tous ceux qui se méfiaient de lui et de sa politique, tous ceux qui redoutaient un ultime accommodement avec le régime, exerceraient une pression énorme pour que les opérations prévues en France fussent immédiatement déclenchées. De Gaulle en effet persistait à penser qu'à Alger la plupart des éléments civils et militaires ne lui étaient pas sincèrement favorables, qu'ils s'étaient ralliés à lui faute de mieux et qu'ils voulaient se servir de son nom pour imposer leurs vues. Et la suite des événements devait démontrer qu'il n'avait pas tort. A la date où eut lieu son entretien avec le général Dulac, le 28 mai, il savait qu'il allait être incessamment appelé à prendre la relève du gouvernement Pflimlin, qui démissionna le jour même. Rien n'eût donc été plus contraire à ses intérêts et à ses projets qu'une intervention militaire en métropole.

Techniciens et politiques

De fait, le seul obstacle qu'il lui fallut encore surmonter fut le résultat de l'entretien difficile qu'il eut avec André Le Troquer dans la nuit du 28 au 29 car, dans l'après-midi du 29, la publication de sa correspondance avec Vincent Auriol suffit à modifier l'état d'esprit des socialistes qui, dès lors, acceptèrent de négocier son retour au pouvoir sur la base des suggestions présentées par Vincent Auriol dans sa lettre du 26 mai. En fin de journée, de Gaulle entra à l'Élysée et fit connaître au président Coty les conditions de son retour au pouvoir. C'est le lendemain, 30 mai, qu'eut lieu, en fait, le dernier épisode significatif de la crise : c'est avec trois socialistes, Vincent Auriol, Guy Mollet et Maurice Deixonne, que de Gaulle s'entretint seulement.

Et, une fois de plus, il tint, à propos de l'Algérie, le langage le plus libéral. Le reste ne fut plus que de la procédure. ►



Erich Lessing/Magnum

◄ A Paris, les événements se précipitent. Le 29 mai, la lecture du message de Coty au Parlement indique que c'en est fait du régime. La foule commence, ici aussi, à se répandre dans la rue et à manifester ainsi ses opinions.



Place de la République, ► les organisations de gauche ont appelé leurs adhérents à manifester pour « la défense de la République ». Malgré les quelques banderoles « Non à de Gaulle ! », une foule très paisible et assez lasse des jeux parlementaires de la IVᵉ.

les germes d'une crise qui sécrétera l'O.A.S.

Jusqu'au bout, de Gaulle, refusant de condamner le mouvement d'Alger à la fois parce qu'il était peu à peu canalisé vers lui et plus encore parce qu'il n'aurait pu en arrêter tout le développement, a, en même temps, refusé de se lier les mains et, plus particulièrement, de s'engager en faveur de l'Algérie française et de l'intégration. Jusqu'au bout il a donc joué la conciliation avec les hommes du « système » afin qu'ils renoncent à le défendre et qu'ils lui confient la mission de le remplacer par une République nouvelle. Il y a fallu une extraordinaire habileté et l'âpre recherche d'un accord qui semblait, au départ, impossible à imaginer. Cet accord dépendait, au fond, de la volonté des partis traditionnels de ne pas affronter directement le mouvement d'Alger, de leur impuissance à trouver une solution au problème algérien, de leur désir d'assurer, même sous une forme qu'ils n'avaient pas souhaitée, le maintien d'un régime démocratique. De Gaulle se mit d'accord avec eux.

La composition du gouvernement révéla au fond la nature en même temps que la multiplicité des compromis qui avaient permis la solution régulière et constitutionnelle de la crise. Pierre Pflimlin était ministre d'État : la présence au gouvernement de celui dont les hommes du 13 Mai avaient voulu la chute traduisait évidemment la volonté délibérée de ne pas se soumettre à leur prescription et, pour ainsi dire, de ne pas tenir compte de leurs avis.

Couve de Murville aux Affaires étrangères, Pelletier à l'Intérieur, Guillaumat aux Armées, Cornut-Gentille à la France d'outre-mer seraient des hauts fonctionnaires chargés d'appliquer, aux postes essentiels, les décisions arrêtées par de Gaulle. Antoine Pinay apportait l'appoint de la droite classique et l'orthodoxie financière. Jean Berthoin à l'Éducation nationale et Edouard Ramonet à l'Industrie et au Commerce maintenaient une représentation des diverses familles radicales. André Malraux à l'Information, Michel Debré à la Justice incarnaient — bientôt suivis d'Édouard Michelet aux Anciens Combattants —, chacun à sa manière, le gaullisme intransigeant; Louis Jacquinot représentait les modérés favorables à de Gaulle, comme il l'avait déjà fait quatorze ans plus tôt. Félix Houphouët-Boigny assurait au pouvoir la participation du personnel politique africain; Guy Mollet et Max Lejeune — bien que ce dernier fût partisan de l'Algérie française — assuraient l'appui du parti socialiste comme Pierre Pflimlin et le ministre du Travail, Paul Bacon, celui du M.R.P. Ainsi, les techniciens équilibraient les politiques; un dosage assez savant évoquait une union nationale dont les communistes étaient exclus; la IVᵉ République persistait à travers quelques-uns des personnages les plus importants, en même temps que les gaullistes les plus fidèles annonçaient la revanche des échecs du R.P.F.

Erich Lessing/Magnum

Houphouët-Boigny. Il voue un culte à de Gaulle et assure à son gouvernement la participation africaine.

Déjà, le fossé...

La seule composition de ce gouvernement suffit à susciter les premiers symptômes de la longue crise qui allait aboutir plus tard, des barricades au putsch, à l'O.A.S. Ce 1ᵉʳ juin, en effet, au Comité de salut public d'Alger, on s'indigna de trouver parmi les nouveaux ministres des « hommes du système », à commencer par Pierre Pflimlin dont on réclamait la chute depuis la nuit du 13 mai. Et la réaction fut la même dans les groupes militaires qui avaient passionnément souhaité le renversement du régime. Le général Miquel, qui devait commander, le cas échéant, l'intervention militaire en métropole, se rendit même à Alger pour en parler avec Salan. Les incidents qui se produisirent trois jours plus tard, quand de Gaulle atterrit à son tour accompagné de plusieurs ministres, ne furent que le prolongement de cette première réaction. Le doute naquit le jour même où de Gaulle parvint au pouvoir. Et ceux qui commençaient à craindre que de Gaulle ne fît pas leur politique en Algérie se hâtèrent d'affirmer avec passion qu'ils avaient toutes les raisons de croire que de Gaulle voulait absolument l'intégration. Plus leur doute s'aggravait, plus ils répétaient leur affirmation avec une sorte de frénésie; peut-être, dans certains cas, pour se convaincre eux-mêmes ; plus sûrement,


Erich Lessing/Magnum

Cette fois, Colombey ▶ va sortir du silence et de l'assoupissement provincial dans lequel de Gaulle tournait dédaigneusement en rond depuis treize ans. Devenu président du Conseil puis de la République, il va s'installer à l'Élysée, où, en réalité, il aura toujours l'impression d'être « en meublé », comme raconte son entourage. Dans le printemps rayonnant de Colombey, encore quelques instants de calme à « la Boisserie ».


Mangeot/Paris-Match

pour la plupart d'entre eux, parce qu'ils voulaient enfermer la politique du gouvernement dans le cadre qu'ils avaient eux-mêmes voulu et qu'ils se justifiaient ainsi de mener, sur le terrain, une politique tout à fait opposée à celle que de Gaulle allait poursuivre.

Celui-ci avait un sens trop aigu de la personnalité des peuples, des réalités nationales, de leur caractère irréductible, pour imaginer qu'une dizaine de millions de musulmans algériens — du reste en croissance numérique très rapide — pussent être intégrés à la République française. Il l'avait dit à trop de gens pour qu'on pût l'ignorer, cela ressortait trop évidemment de sa philosophie politique. Encore lui fallait-il faire prévaloir ses conceptions. Ni l'état de l'opinion en France, ni celui de l'armée, ni la situation en Algérie ne le lui permettaient tout de suite. Il devrait du reste compter avec les conséquences immédiates des événements de mai 1958, conséquences qu'il était difficile et même impossible d'évaluer aussitôt.

La réforme de l'État en France, la formation d'une Communauté entre elle et beaucoup de pays africains, le choc produit sur l'opinion musulmane et peut-être même sur la communauté européenne... beaucoup d'incertitudes demeuraient en dehors d'une certitude au moins : le fossé immédiatement apparu entre de Gaulle et ceux qui, pour l'Algérie, voulaient ce qu'il ne voulait pas. H

Paul-Marie de LA GORCE

Marguerite Sy



René Coty « pouponne » dans les jardins de l'Élysée. ▶ Symboliquement, il semble tenir dans ses bras la toute jeune Ve République. L'intervention loyale et courageuse du président Coty dans les derniers moments de la IVe a été déterminante pour le général.



◄ Jouhaud, le Dr Sid Cara, Massu et Delbecque au palais d'Été, à Alger, où siège le Comité de Salut Public Algérie-Sahara. Un quarteron de « fascistes » d'Alger, selon la gauche, qui, tout bien pesé et prise entre deux feux, pensera : « Plutôt de Gaulle que Massu. »

L'arrivée de Jacques ► Soustelle à Bône, en mai 1958, ressemble étrangement à son départ d'Alger en février 1956. Entre-temps, il est devenu le principal champion de l'intégration, et sa popularité est extraordinaire. Intégration est un mot que de Gaulle supporte extrêmement mal.

E.C.P.A.

L'ANNONCE de la prise du Gouvernement général par les insurgés d'Alger arrive à Paris, au Palais-Bourbon, au moment même où se déroule le débat sur l'investiture de Pflimlin, qui, après vingt-huit jours de crise ministérielle, a réussi à constituer un gouvernement. Les réactions les plus immédiates et les plus violemment hostiles au nouveau pouvoir qui s'installe outre-Méditerranée sont celles du parti communiste. Son porte-parole, Waldeck Rochet, déclare, à 22 heures, à la tribune : « Des événements d'une extrême gravité se déroulent à Alger. Cela exige, croyons-nous, l'union de tous les républicains, de tous ceux qui entendent sauver les libertés, la souveraineté nationale, de tous ceux qui veulent barrer la route à l'aventure. »

Tandis que le Mouvement de la paix, proche du P.C.F., est chargé de dire au nouveau gouvernement qu'il attend de lui qu'il « s'engage résolument dans la négociation au lieu d'intensifier la guerre » (communiqué du 14 mai), le P.C.F. entame une vigoureuse campagne sur le thème « Union des gauches pour barrer la route au fascisme ». Son bureau politique affirme « solennellement », le 17 mai : « Une préoccupation domine tout : c'est la défense de la République. Il ne saurait y avoir, dans la bataille engagée, d'autres buts pour la classe ouvrière que de défendre la légalité républicaine et de sauvegarder les institutions démocratiques. » Sur cette plate-forme, toutes les instances du parti s'emploient à favoriser, notamment à l'échelon local, la création de « comités de défense de la République ».

Contre les paras, mais pas contre de Gaulle

Sa tâche est cependant compliquée par le fait que, dès le 15 mai, de Gaulle se déclare prêt à assumer le pouvoir.

Écœurés par le comportement des politiciens de la IVe République, et surtout de ceux qui, élus en janvier 1956, sous l'étiquette du Front républicain, pour faire la paix en Algérie, se sont, en fait, enfoncés dans la guerre, de nombreux travailleurs, en effet, se demandent si, après tout, de Gaulle ne pourrait pas être, à la place des leaders d'un régime discrédité, l'homme d'État capable de trouver et d'imposer une solution pacifique du conflit. La menace d'un coup de force des « militaires factieux » d'Alger, qui seraient parachutés dans la région parisienne, est, certes, prise au sérieux (le plan « Résurrection », qui vise cet objectif, n'est pas, alors, connu dans ses détails, mais on imagine bien, à l'extrême gauche et à gauche, qu'il existe un péril de ce genre), mais beaucoup d'ouvriers se refusent à croire que de Gaulle pourrait cautionner un tel putsch. On entend fréquemment, au sein de la base ouvrière dans les usines et les entreprises, des propos de ce genre : « Nous nous battrons à mort contre les paras, s'ils viennent nous emm..., mais pas contre de Gaulle. »

Ces réactions expliquent l'insuccès de la grève du 19 mai, dans la région parisienne; le mouvement échoue précisément parce que la C.G.T. le lance contre de Gaulle, à 15 heures, à l'heure où l'ancien chef de la France libre explique, en substance, dans une conférence de

GAUCHE ENTRE DEUX FEUX



Coll. particulière

presse, qu'il est le seul à pouvoir sauver le pays. Tandis qu'à Paris les autobus roulent normalement, en dépit des consignes de grève lancées à la R.A.T.P., un millier seulement de travailleurs sur 3 500 débrayent chez Renault, un millier seulement sur 300 000 dans les mines. A Saint-Nazaire comme dans plusieurs autres villes de province, personne n'arrête le travail.

" Ne cédez pas ! "

Chez les intellectuels, les fonctionnaires, les cadres supérieurs, en revanche, les réactions d'hostilité à de Gaulle sont beaucoup plus fortes. De nombreuses adhésions sont recueillies par le « Comité de résistance contre le fascisme », qui s'est constitué sur l'initiative de Raymond Guyot (communiste), Pierre Cot (progressiste), le Dr Hovnanian (radical), Jean-Paul Sartre et d'autres personnalités, et qui, le 20 mai, lance un appel pressant à Pflimlin : « Ne cédez pas [...], laissez s'organiser la riposte populaire. »

La réponse que donne le chef du gouvernement est équivoque. Pflimlin explique qu'il entend accorder le maximum d'autorité aux « chefs militaires républicains », mais qu'il doit aussi « rassurer les éléments modérés, mais loyaux, de l'armée » en maintenant la durée du service militaire (jusqu'à 27 mois) et en affectant 80 milliards de crédits supplémentaires aux opérations en Algérie. L'ambiguïté de sa réponse est dénoncée par les universitaires, qui manifestent en force, le 20 mai, à l'appel de l'Union nationale des étudiants de France.

L'ambiguïté, à vrai dire, existe aussi au sein même de la gauche. L'hebdomadaire *l'Express*, par exemple, publie, le 22 mai, un numéro balancé, qui pose, sous un gros titre de première page, la question : « De Gaulle, oui ou non ? » et qui donne la parole à deux partisans du *non* — Mendès-France et Sartre — mais aussi à deux partisans du *oui* — François Mauriac et l'écrivain algérien Jean Amrouche. Elle se manifeste également à l'intérieur des deux plus grands partis de la gauche et du centre gauche — la S.F.I.O. et le M.R.P. —, où commencent à s'affronter les partisans de la temporisation et les tenants de la « résistance à tout prix à de Gaulle », tels que Maurice Deixonne, président du groupe parlementaire du parti chez les socialistes, et Pierre-Henri Teitgen chez les républicains populaires.

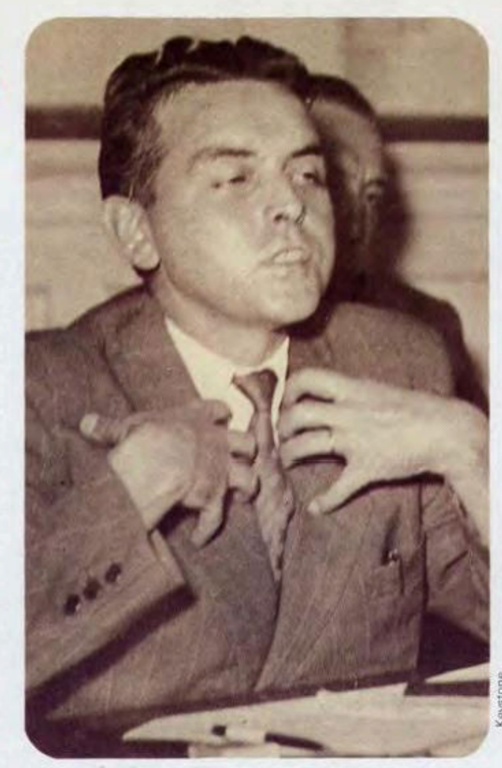
" Je me ferai tuer sur les barricades "

Poussé par une base qui s'indigne de plus en plus des propos tenus, à Alger, par les leaders d'extrême droite du Comité de salut public, le secrétaire général de la S.F.I.O., Guy Mollet, tient, en public, des propos farouchement « résistants ». Il déclare, par exemple, à un député « Algérie française » qui arrive d'Alger : « Si un affrontement sanglant se déroule aujourd'hui en France comme en 1936 en Espagne, je serai un ardent combattant du camp républicain. Nous ne nous reverrons peut-être jamais... Je me ferai tuer sur les barricades à la tête des mineurs du Nord. » Lorsqu'il s'exprime « entre

de Gaulle invite Guy Mollet ; comme Pflimlin il finit par accepter

camarades », devant le comité directeur ou le groupe parlementaire du parti, Guy Mollet tient cependant des propos plus nuancés. Il explique que, « entre le péril imminent d'une dictature rétrograde fondée sur la collusion d'éléments factieux de l'armée et de la droite la plus réactionnaire et le péril d'un mouvement populaire improvisé susceptible de dégénérer en guerre civile pour le triste bénéfice du communisme », il y a peut-être place pour « une voie moyenne qui est celle de la sauvegarde et, en même temps, de la rénovation de la République ». Et il ajoute que c'est pour plaider en faveur de cette « voie moyenne » qu'il vient d'écrire personnellement à de Gaulle.

L'anticommunisme traditionnel de la S.F.I.O., qui se manifeste encore ainsi même « en face du péril imminent », maintient la non moins traditionnelle division de la gauche. L'ancien ministre Tanguy-Prigent, député des Côtes-du-Nord, est le seul, au sein de la S.F.I.O., à déclarer catégoriquement qu'il faut « lutter coude à coude avec les communistes pour défendre la République ». La direction du parti, elle, demande — et obtient — que le P.C. soit exclu d'un Comité national d'action et de défense républicaines qui se constitue autour de la S.F.I.O., du parti radical, du M.R.P. et de plusieurs autres organisations moins importantes.


Keystone

Tanguy-Prigent, député S.F.I.O. des Côtes-du-Nord, est le seul de son parti à prôner l'alliance avec le P.C. en 1958.



Roger Garaudy, du parti communiste. Ce parti avec lequel Tanguy-Prigent veut « lutter au coude à coude ».


Keystone

Pierre Cot, ministre de l'Air sous la IIIe République, député progressiste de la Savoie puis du Rhône sous la IVe.



Raymond Guyot, sénateur, membre du bureau politique du parti communiste, député de 1946 à 1958.

« Tractations pour sauver le pays »

Cette initiative encourage le cabinet Pflimlin à se montrer, selon le mot d'un ministre, « très dur envers les moscoutaires ». Le numéro du 25 mai de *l'Humanité* est saisi.

Le lundi 26 mai semble être le jour de la plus grande fermeté de la gauche. La presse du matin publie un appel dans lequel le Comité national d'action et de défense républicaines incite chacun des militants qui l'ont rejoint « à se tenir prêt à toute éventualité, à se considérer comme mobilisé pour la sauvegarde de l'unité nationale et de nos libertés en péril », et « à affirmer sa volonté de briser toute entreprise séditieuse en manifestant sa fidélité au gouvernement ».

Devant les députés qu'il a réunis à 10 heures pour une séance exceptionnelle, Pflimlin condamne « le coup de force sans excuse et sans justification » que les rebelles d'Alger viennent de faire en Corse et exprime sa « volonté grave, résolue, intransigeante » de « défendre l'unité de la nation » face à « des événements de même nature qui pourraient se produire dans d'autres départements de la métropole ». Par 396 voix (y compris celles des communistes) contre 175, l'Assemblée nationale vote la levée de l'immunité parlementaire du député Pascal Arrighi, qui a participé à ce putsch.

Dans la soirée, le bureau confédéral de la centrale syndicale Force ouvrière — liée au parti socialiste — décide, en accord officiel avec la direction de la Confédération française des travailleurs chrétiens (et en accord officieux avec la direction de la C.G.T.), de « faire de la journée du mercredi 28 mai une journée de protestation dans les entreprises pour la défense des libertés républicaines, au premier rang desquelles se place la liberté syndicale ». Prenant une initiative conjointe à celle-ci, le comité directeur de la S.F.I.O. se prononce pour l'organisation, le même jour (28 mai), d'un grand défilé populaire, et commence à prendre contact avec les directions d'autres mouvements de gauche et d'extrême gauche pour que « le cortège soit le plus vaste possible ».

Guy Mollet souligne cependant que la préparation de cette « mobilisation » ne doit pas empêcher la recherche d'autres contacts capables de favoriser l'ouverture de la « troisième voie », la « voie de la démocratie avec de Gaulle ». Il vient d'ailleurs de recevoir du général une réponse qu'il juge encourageante, puisque de Gaulle lui écrit : « Votre lettre me donne à penser que nous sommes bien près d'être d'accord sur le fond des choses. »

Comme l' « ermite de Colombey »



Le Tac/Paris-Match

Jacques Duclos. Son parti est exclu du Comité national d'action constitué par la S.F.I.O., le M.R.P., les radicaux...

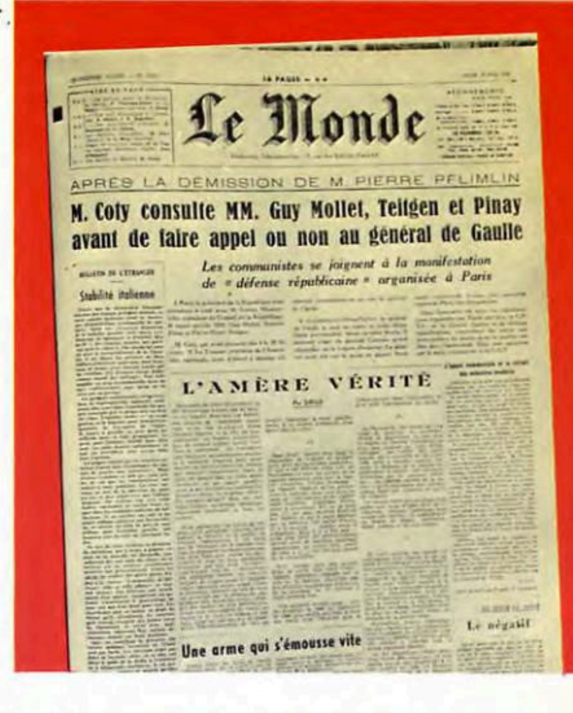


Litran/Paris-Match

Mendès-France. Son attitude sera intransigeante envers les « factieux d'Alger ». Il assiste aussi à tous les défilés.

ajoute : « Je n'en regrette que davantage que vous n'ayez pas cru devoir donner suite à votre intention de me voir », Guy Mollet interroge ses camarades : doit-il déférer à cette invitation? Le comité directeur penche d'autant plus pour l'affirmative qu'il n'ignore pas qu'à l'heure même où il délibère de Gaulle s'est rendu chez le conservateur du musée de Saint-Cloud pour y rencontrer en grand secret (mais tous les secrets, en cette période, sont des secrets de Polichinelle) le président du Conseil. Si le chef du gouvernement négocie ainsi avec le candidat au pouvoir, pourquoi le chef de l'opposition ne ferait-il pas de même? « Toutes les tractations sont utiles, tranche finalement Guy Mollet, quand il s'agit de sauver le pays. »

***Le Monde* du 29 mai 1958. Hubert Beuve-Méry rallie de Gaulle : « Aujourd'hui, dans l'immédiat, quelque réserve que l'on puisse faire, pour le présent et plus encore pour l'avenir, le général de Gaulle apparaît comme le moindre mal, la moins mauvaise chance. » En fait, là aussi « plutôt de Gaulle que Massu ». S'y ralliera finalement la majorité des socialistes et du M.R.P.** ▶



Le Monde

APRÈS LA DÉMISSION DE M. PIERRE PFLIMLIN

M. Coty consulte MM. Guy Mollet, Teitgen et Pinay avant de faire appel ou non au général de Gaulle

Les communistes se joignent à la manifestation de « défense républicaine » organisée à Paris

Stabilité italienne

L'AMÈRE VÉRITÉ

Une arme qui s'émousse vite

Le négatif

De Gaulle, qui, après son entrevue avec Pflimlin, a rejoint, très tard dans la nuit, sa retraite provinciale, fait diffuser, peu avant midi, par son bureau de la rue de Solferino, un communiqué qui fait dans tous les milieux, et surtout ceux de gauche, l'effet d'une bombe.

Son initiative provoque, aussitôt, un vif raidissement des militants et des responsables des organisations de gauche. A 14 heures, de nombreux travailleurs de Paris débrayent à l'appel des syndicats C.G.T. et F.O. A 15 heures, lorsqu'un membre du cabinet Pflimlin, Robert Lecourt, annonce au Parlement, au nom du gouvernement, que le débat que l'Assemblée nationale devait tenir est renvoyé à 21 heures pour permettre au Conseil des ministres de tenir à l'hôtel Matignon une réunion exceptionnelle, le leader de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.), François Mitterrand, l'apostrophe en ces termes : « Dites-nous franchement si l'objet de ce conseil est d'examiner la possibilité de disparaître au premier souffle venu de Colombey! »

" Les factieux d'Alger et de Corse "

Après avoir délibéré ensemble dans un bureau du Palais-Bourbon, le comité directeur et le groupe parlementaire de la S.F.I.O. adoptent, par 117 voix contre 3 (Boutbien, Juvénal et Marzorati) et une abstention (Meunier), un texte qui, tout en invitant le gouvernement à « demeurer à son poste aussi longtemps qu'il garde la confiance de la majorité de l'Assemblée nationale », réprouve la candidature du général de Gaulle, « appelé par les factieux d'Alger et de Corse », candidature « qui, dans la forme même où elle est posée et par les considérants qui l'accompagnent, est et restera, en toute hypothèse, un défi à la légalité républicaine ». Les parlementaires déclarent qu' « ils ne se rallieront en aucun cas à la candidature du général de Gaulle » et ajoutent que, « tout comme les membres du comité directeur, ils mettent tout en œuvre pour assurer le succès des grèves et des manifestations décidées en commun par les partis et syndicats de gauche, y compris le parti communiste et la C.G.T. ».

Dans la nuit du 26 au 27 mai, le cabinet Pflimlin obtient la confiance de l'Assemblée nationale sur une « résolution portant révision de la Constitution », mais il est lâché sur sa droite : trois ministres indépendants — Boscary-Monsservin, Garet et Ribeyre — quittent la galère gouvernementale. Considérant que son équipe « se trouve affaiblie au moment où elle doit affronter des tâches de plus en plus redoutables », le président du Conseil présente au chef de l'État une démission qui, dit René Coty, « ne sera acceptée que lorsqu'il sera possible de former un nouveau gouvernement ».

Cela signifie en clair que Pflimlin, cédant au chantage du général, a jeté l'éponge devant de Gaulle. Le président de la République est disposé, lui aussi, à passer la main à l' « Homme du 18-Juin » pour peu que soient respectées les formes légales de la passation du pouvoir.

Au début de l'après-midi du 28 mai, il fait accepter l'idée du « recours à de Gaulle » par les trois leaders des trois plus grandes formations du Parlement : Antoine Pinay (indépendants), Pierre-

(Suite page 1652)



Letellier/Paris-Match

Guy Mollet, reçu par le général, en sortira conquis : « J'ai vécu un des plus grands moments de ma vie. »



Le port de Bougie, sous un ciel plutôt breton. Bougie était une des plus jolies villes de la côte de Petite Kabylie, ouvrant de toutes parts sur la mer, où elle descendait en arènes éclatantes, un peu, disait-on, comme Alger.





Erich Lessing/Magnum

on enterre la IVe avec fleurs et couronnes

(Suite de la page 1649)

Henri Teitgen (M.R.P.) et Guy Mollet (socialistes). Ainsi, le secrétaire de la S.F.I.O. dit « oui » à de Gaulle au moment même où les autres leaders du comité directeur de son parti se trouvent, place de la Nation, au milieu des dizaines de milliers de Parisiens assemblés sur le thème « Non à de Gaulle »!

" De Gaulle au musée " " La girafe au zoo "

La foule est immense : 200 000 personnes selon la préfecture de police, plus de 500 000 selon les organisateurs qui ont pris la tête de la manifestation : les dirigeants communistes (Jacques Duclos, Étienne Fajon, Jeannette Vermeersch, Léon Feix, Roger Garaudy), les progressistes (Emmanuel d'Astier et Pierre Cot), les socialistes autour d'André Philip, les leaders du M.R.P., ceux des radicaux avec Édouard Daladier et Pierre Mendès-France, les U.D.S.R. de François Mitterrand et les leaders noirs du mouvement apparenté, le Rassemblement démocratique africain, groupés derrière le député du Niger, Diori Hamani, Édouard Depreux, les membres des bureaux confédéraux des trois syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O., les acteurs Gérard Philipe et Jean Vilar et leurs amis des « comités de vigilance » d'intellectuels et d'artistes. L' « unité antifasciste » est, en apparence, la même que celle des anciens cortèges du Front populaire, qui empruntèrent, en 1936 et 1937, le même parcours : de la Nation à la République par la place de la Bastille.

En apparence, mais pas en réalité. En dépit d'un rapprochement circonstantiel, la coupure entre communistes d'un côté, socialistes et chrétiens-démocrates de l'autre, est toujours, en effet, profonde. Pflimlin n'a-t-il pas déclaré qu'il ne voulait pas compter, dans sa majorité, les voix des communistes?

Moins divisés qu'au sommet, les manifestants, à la base, n'ont pas tous, d'autre part, les mêmes sentiments. Tous scandent « Vive la République! », tous chantent *la Marseillaise* et *le Chant du départ*, mais cette « République qui nous appelle », elle appelle à quoi? Pour les uns, à une bataille à mener non seulement contre Massu et les putschistes d'Alger (« Les factieux à la mer! », « Le fascisme ne passera pas! ») et à leurs prétoriens (« Les paras à l'usine! »), mais aussi contre l'homme de Colombey (« De Gaulle au musée! », « La girafe au zoo! »). Pour les autres, à un simple combat pour le maintien des libertés démocratiques, sans de Gaulle, si cela est possible, mais, si on ne peut pas éviter l'arrivée du « sauveur suprême », avec de Gaulle, « qui, tout de même, n'est pas un dictateur ».

Lorsque, après plusieurs heures de marche, les manifestants se dispersent, tous ceux qui, parmi eux, sentent ou pressentent que les dirigeants socialistes et M.R.P. ont déjà cédé, que les jeux sont déjà faits et faits en faveur de De Gaulle, se disent que le général prestigieux et ambitieux qui va « revenir aux affaires » ne pourra pas ne pas tenir compte de leurs réactions. Ce n'est pas en vain qu'ils ont fait entendre la voix de dizaines de milliers de Français qui, même s'ils jugeaient sévèrement les faiblesses et les tares d'un régime en voie de liquidation, lui savaient gré de respecter, et parfois même jusqu'à l'excès, les lois de la démocratie parlementaire. Le 28 mai, la gauche traditionnelle enterre, en somme, la IVe République, mais c'est un bel enterrement, un enterrement de première classe, avec fleurs et couronnes.

Les ralliements

La Ve République naît au soir même du 28 mai. A 23 h 45, un communiqué annonce que le président de la République a chargé le président de l'Assemblée nationale — le socialiste André Le Troquer — et le président du Conseil de la République — le radical Gaston Monnerville — d' « entrer en rapport avec le général de Gaulle en vue d'envisager

◄ Une foule immense, évaluée, selon les services de police, à 20 000 personnes et, selon les organisateurs, à 500 000. En tête, Daladier, Mendès-France et, côte à côte, les dirigeants communistes, des syndicalistes, des progressistes, des socialistés. C'est le 28 mai 1958.

Dans les foules, ► il y a aussi les acteurs « engagés », comme Gérard Philipe, Jean Vilar et tous les membres des « comités de vigilance » d'intellectuels et d'artistes, comme Jean-Paul Sartre, Claude Bourdet, qui soutient « l'intransigeance » dans le journal *France-Observateur.*



Erich Lessing/Magnum

avec lui les conditions dans lesquelles pourrait être constitué le gouvernement de la République ».

Le 29 mai, Claude Bourdet exalte, dans *France-Observateur*, les vertus d'un intransigeant refus, mais, dans son journal, Sirius, c'est-à-dire le directeur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry, prêche le ralliement de la résignation : « Aujourd'hui, dans l'immédiat, quelque réserve que l'on puisse faire pour le présent, et plus encore pour l'avenir, le général de Gaulle apparaît comme le moindre mal, la moins mauvaise chance. »

Sa thèse : « Plutôt de Gaulle que Massu », devient celle de la majorité des députés socialistes et M.R.P., même si, dans l'après-midi, de nombreux parlementaires de gauche accueillent par les cris de « Vive la République! », « Le fascisme ne passera pas! » et par *le Chant du départ* le message par lequel le président de la République fait connaître à l'Assemblée nationale qu'il « demande au général de Gaulle de bien vouloir venir conférer avec le chef de l'État et d'examiner avec lui ce qui, dans le cadre de la légalité républicaine, est immédiatement nécessaire à un gouvernement de salut national ».

◄ *L'Express* : attitude plus nuancée. « De Gaulle, oui ou non ? » en première page. La tribune y est ouverte entre partisans du *oui* et supporters du *non.* Chacun aura droit à ses colonnes. En exergue, sous l'image de couverture, une citation de Giraudoux : « La patrie est en danger, lui ont-ils crié. Comment verrait-il que ce danger est ce qui nous reste de la patrie ? » Les signataires pour le *non :* Mendès-France et Sartre. Pour le *oui :* Mauriac et Jean Amrouche.

Le 30 mai, la grève lancée par tous les syndicats d'enseignants — et suivie à 80 % — et le meeting de 10 000 professeurs et étudiants à la Bourse du travail sont les dernières cartouches tirées par l'opposition de gauche. Le secrétaire général du parti socialiste, accompagné du président du groupe parlementaire de la S.F.I.O., va voir de Gaulle à Colombey, et déclare à son retour : « J'ai vécu là un des plus grands moments de ma vie. »

Le 31 mai, le comité directeur et le groupe parlementaire de la S.F.I.O. décident, par 77 voix contre 74, que le parti socialiste donnera, au Parlement, son investiture au gouvernement formé par Charles de Gaulle. Guy Mollet n'aura pas à « se faire tuer sur les barricades à la tête des mineurs du Nord ». Il sera l'un des « ministres d'État » du général. H

Albert Paul LENTIN

ENVOYÉ SPÉCIAL LE 1

J'AI vécu le 13 mai 1958 à Alger de l'extérieur et, en un certain sens, de l'intérieur.

De l'extérieur : comme tout journaliste, tout reporter plus exactement.

De l'intérieur : à ma façon et malgré moi. J'ai été appréhendé à deux reprises, le 15, puis le 19 mai, mes reportages depuis 1956 et ma qualité d'envoyé spécial du *Monde* m'ayant valu, à Alger, avec beaucoup de sympathies, pas mal d'hostilité.

Du moins est-ce à ces circonstances, très particulières on le voit, que je dois d'avoir approché, de différentes manières, les principaux acteurs de la journée, y compris ceux qui désiraient me rencontrer plus que je ne le désirais moi-même. Telle quelle, cette expérience sans précédent pour moi et — jusqu'à présent — non renouvelée, m'a du moins permis de vivre, plus complètement peut-être et de façon en tout cas plus insolite que mes confrères des journées à coup sûr historiques.

Talleyrand distinguait fort à propos « nouvelles » et « événements ». Les nouvelles constituent le lot quotidien des journalistes et les événements sont, semble-t-il, réservés par privilège aux historiens. Mais il arrive parfois que les journalistes, historiens du jour même, doivent précisément rendre compte de l'un de ces « événements ».

Ainsi en alla-t-il de ces journées de mai 1958 qui, ébranlant Alger, secouèrent Paris et firent, une nouvelle fois, passer la France d'une république à l'autre.

Le Breguet « Algérie de papa »

J'étais arrivé à Alger le 13 au matin. A cette époque, les Breguet deux-ponts assuraient, avec escale à Marignane, une lourde et lente liaison Paris-Alger. Robert Gauthier, alors rédacteur en chef du *Monde* (décédé depuis), portait à la fois par goût profond pour les « problèmes d'Afrique du Nord » et par vigilance professionnelle, un intérêt de tous les instants à ce qui se passait en Algérie. Il était clair qu'en tout état de cause la journée du 13 mai 1958, à Alger, serait « chaude ».

Tout commandait donc d'arriver à Alger avant 15 heures, heure à laquelle la population européenne devait se livrer à une nouvelle manifestation de deuil, de colère, de mise en garde. Je me trouvais à Marseille. Dans la nuit du 12 au 13, à Marignane, je grimpai dans le Breguet deux-ponts.

Avec leur pont inférieur, généralement réservé aux travailleurs algériens, et leur pont supérieur, majoritairement occupé par des Européens (civils ou militaires), les Breguet reflétaient assez bien les structures de « l'Algérie de papa ». Ils étaient, en quelque sorte, des appareils à « deux collèges ». Avec, de temps en temps, bien sûr, et par la force des choses, des exceptions. Quelques musulmans étaient admis au sein du « premier collège », celui où un suffrage en valait dix du « deuxième ». Certains disposaient aussi, parfois, d'un siège au « pont supérieur » : notables, bachaghas, décorés, enturbannés.

Dans la nuit du 12 au 13, la présence, au pont inférieur, d'Alain de Sérigny, directeur de *l'Écho d'Alger*, tout-puissant maître à penser de l'opinion européenne, et du général Mirambeau (qui commandait les troupes au Sahara) avait de quoi surprendre.

Le « la » de Sérigny

« Il faut croire que c'est important et qu'ils avaient à tout prix besoin de regagner Alger », me dit, moqueur, un de mes voisins, Henri de Turenne, envoyé spécial de *France-Soir*, lui aussi exact au rendez-vous dramatique et ensoleillé du 13 mai 1958.

Nous voyagions, nous aussi, en « pont inférieur », avec les Algériens, un général et le directeur, très européen, d'un grand journal d'Alger.

Je connaissais bien Alain de Sérigny. Son opinion comptait et, certains jours, prévalait. Un envoyé spécial se devait de la recueillir. Je n'y manquais jamais quand il donnait le *la* dans ses éditoriaux. Il m'a toujours réservé un accueil courtois. Il était loquace, sinon convaincant du moins convaincu. Je me souviens qu'il grignotait, en parlant, des biscottes et buvait de l'eau minérale. Estomac ou foie? Pour l'heure, dans la nuit du ciel et de l'avion, il causait avec le général Mirambeau.

En apprenant, le 13 au soir, à Alger, que les deux hommes faisaient partie du Comité de salut public, nous avons tout à fait compris, Henri de Turenne et moi, pourquoi ils étaient, l'un et l'autre, si pressés d'arriver à Alger, fût-ce comme passagers de « pont deuxième collège ».

De la prise du G.G. déjà racontée, je ne veux retenir, après tant d'années, que certains détails. D'abord une dépêche d'un rédacteur en chef, datée du 12 mai (de la veille) et épinglée dans un des bureaux de la rue Pasteur, où les envoyés spéciaux — grâce à l'hospitalité de *France-Soir*, de *United Press International* et de R.T.L. — se retrouvaient volontiers. « Quid des sauterelles? » demandait-on dans la dépêche. Le 12 mai, ces insectes annonciateurs de simoun s'étaient abattus sur le Sud algérien. C'était une information qui en aurait valu une autre si, le 13 mai, un simoun d'une tout autre nature ne s'était levé sur Alger.

Jamais on n'avait vu une telle foule; même le 6 février 1956, pour empêcher Guy Mollet, sous les tomates, de désigner comme ministre résidant, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le général Catroux.

Les manifestants n'ont pas de chef. Les « activistes » groupés autour du monument aux morts en ont un : un parachutiste, s'il est du moins vrai que la tenue fait le para. Mais ce parachutiste (de réserve) s'appelle Lagaillarde. Il a présidé l'Union des étudiants d'Alger. Il n'est pas sot du tout. Son physique de Christ réengagé dans les troupes aéroportées ajoute à son ascendant sur les lycéens et les étudiants européens d'Alger. Il s'est arc-bouté contre le monument aux morts au bas des marches qui ouvrent, entre palmes et bananiers, un accès triomphal au G.G. Elles ne le mèneront, en définitive, que dans ce cul-de-sac où il s'enfermera lui-même : le réduit des barricades. Pour l'heure, ce 13 mai, il est à pied d'œuvre.

Minute de silence à la mémoire des trois soldats français assassinés, huées contre Pierre Pflimlin, contre André Mutter, qui doit remplacer Robert Lacoste, *Chant des Africains* qui « reviennent de loin », « Algérie Française, Al-gé-rie... ».

« Au pouvoir ! »

Ce qui est insolite? Pas tellement la présence dans la foule des généraux Salan, Allard, Massu, à l'heure où l'on rend hommage à la mémoire de trois soldats, mais la façon dont les généraux, arrivés en voiture, rentrent à pied, par la rue Pasteur, se frayant en file indienne, Salan en tête, un sentier à travers la foule qui les acclame. « Au pouvoir! Au pouvoir! » Salan a l'air sombre. Massu présente un profil de mousquetaire. Il suit. C'est à lui que vont les ovations. « Mas-su! Mas-su! »

Auparavant, un autre « détail ». Dans le carrousel des voitures qui avaient commencé à scander, à grand renfort d'avertisseurs, «ti-ti-ti-ta-ta», morse et indicatif de l'Algérie française, on avait pu voir une 2 CV, dont la carrosserie arborait une croix de Lorraine. « Vive de Gaulle! » lançaient ses occupants. Un cri isolé, le 13 mai, et sans le moindre écho. Puis la 2 CV avait disparu. Ce devait être un « engin de reconnaissance ».

Voilà, le G.G., maintenant, est pris. L'explosion et la fumée des grenades m'ont fait gravir les marches proconsulaires conduisant au Forum. Je n'aime pas, au passage, ce buste de Marianne, enlevé du G.G. et posé à mi-hauteur de l'escalier

MAI 1958

monumental, avec une poubelle au-dessus du bonnet phrygien. Je n'ai jamais fait attention, jusqu'à ce jour, à ce buste des écoles et des mairies. Mais cette « Marianne aux outrages » me trouble, tandis que je franchis, comme tant d'autres, des barrages de paras (3e R.C.P.) qui ne sont là, semble-t-il, que pour la figuration. A ce propos, j'éprouverai la même impression de malaise, à Alger encore, le 4 juillet 1962, jour de l'indépendance, devant la statue de Jeanne d'Arc déboulonnée et recouverte, elle aussi, d'une poubelle...

Est-ce une « nouvelle » ou un « événement », ce G.G. envahi, ces dossiers de toutes les couleurs qui tombent lentement des fenêtres ouvertes, ces officiers d'active ou de réserve avec ces civils au balcon et, au cinquième étage, sur la corniche, au-dessus du vide, les bras étendus sur la foule, Pierre Lagaillarde? A-t-on pris un immeuble à l'encan ou le pouvoir? Est-ce un coup d'État, cette chose qui n'arrive qu'aux historiens? « Le coup d'État du 2 Décembre... »

Oui, ce doit être un coup d'État. C'est le silence de la foule, soudain stupéfaite d'être allée si loin, qui me le laisse croire. De là à « titrer » un article : « Coup d'État à Alger »... A imaginer ces mots imprimés, à la « une », sur le journal, j'hésite. Je vois et pourtant je doute. Et si je me trompais? Je descends à toute allure les marches. J'arrive rue Pasteur, essoufflé. Henri de Turenne y arrive en même temps que moi, souffle coupé aussi.

« C'est un coup d'État? » Nous avons posé en même temps la même question. C'est de l'autre que chacun de nous escompte la réponse. Turenne, lui aussi, se demandait. Maintenant nous en sommes convaincus. Massu n'a pourtant pas encore dénoncé le « gouvernement d'abandon » de Pierre Pflimlin.



Ici, le buste en bronze ▶ de Marianne n'a pas encore été coiffé d'une poubelle, comme l'a vu Eugène Mannoni, envoyé spécial du quotidien *le Monde* à Alger, en mai 1958, sur l'escalier qui conduit au Forum. Il a, dit-il, vécu ces journées animées de l'extérieur, comme reporter, mais aussi de l'intérieur, puisqu'il fut appréhendé à la sieste et conduit devant le colonel Vaudrey, le 15 mai, à Alger-Sahel. Vaudrey occupait les fonctions de sous-directeur de la Sûreté, qui était alors sous la direction du colonel Godard.

Coll. Tallandier

Massu n'aime pas « le b... »

Après, tout sera évident. Dans la nuit, les parachutistes se dressent, silhouettes sombres sur le toit d'un G.G. vidé et silencieux. Les prétoriens se sont juchés sur le palais des proconsuls.

Coup d'État ou coup d'éclat?

Le 14 mai, la question, de nouveau, se pose. Le général Massu reçoit les journalistes.

Je le revois assis sur une table, une jambe pendante et l'autre repliée. Il tient à deux mains la cheville de cette jambe, qu'il ramène vers lui, et, tout en parlant, il visse son menton sur son genou.

« Je ne suis pas un général factieux », dit-il d'un ton las. Il évoque la constitution du Comité de salut public, l'improvisation dans laquelle elle s'est faite. « J'ai vu un gars en uniforme de parachutiste », raconte-t-il. Il l'a interpellé : « Qu'est-ce que vous foutez dans cet uniforme? » Et de nous confier : « Je n'aime pas beaucoup ça. » Le « gars » (ou le « gus »), c'était Lagaillarde, à qui il a, malgré tout, trouvé des « idées saines ».

On le poussait — « bon, bref » — à la présidence du Comité! Il hésitait. « J'ai regardé le général Salan, qui m'a regardé du coin de l'œil et n'a rien dit. »

Acquiescement du commandant en chef ou ambiguïté de celui que, depuis l'Indochine, ses subordonnés appellent « le Chinois »?

Le général Massu n'aime pas « le b... ». Quand on lui demande ce que ferait l'armée si se renouvelaient des manifestations semblables à celles de la veille, il répond : « Je ne veux pas que ça saigne. » Il reprend : « Il y aura du clash. »

Le Comité de salut public? Un « organisme très provisoire » jusqu'à l'arrivée à Alger d'un ministre résidant.

« Y compris un ministre désigné par le gouvernement Pflimlin? »

J'ai posé la question.

La réponse est très habile : « ... Quand un nouveau ministre pourra s'installer. »

Investi, au soir du 13 mai, des pouvoirs civils et militaires, par Pierre Pflimlin, le général Salan « couvre » le général Massu, qui contrôle (autant qu'il le préside) le Comité de salut public, dont on se méfie. Le compromis Salan-Massu satisfait les deux hommes. Massu n'a pas rompu avec la hiérarchie, n'est pas « factieux », comme il le souligne, et Salan, par l'entremise, du chef des paras, garde l'espoir de convaincre les foules qui, la veille encore, le conspuaient comme un « bradeur ».

Le gouvernement Pflimlin croit y trouver son compte. Il a rendu légal l'état de fait. Faute de ministre à envoyer en Algérie il a délégué ses pouvoirs sur place, à Salan, qui les a lui-même délégués à Massu. L'essentiel? Que ces pouvoirs ne tombent surtout pas aux mains des Lagaillarde ou autres!

Le colonel Vaudrey

Résumé : le 14 mai, le général Massu se raccroche au général Salan, celui-ci se raccrochant à son tour à Pierre Pflimlin qui, lui, ne se raccroche déjà plus à rien.

Deux images, en fait deux graphiques, me ramènent quatorze ans en arrière, dans les bureaux du colonel Vaudrey, au secteur Alger-Sahel, siège de la Sécurité. Ces deux graphiques, je les ai vus sur des murs. Il s'agit de deux organigrammes du F.L.N. à peu près reconstitués par les services (confondus depuis la « bataille d'Alger ») de la police et de l'armée. Dans certains cercles, au-dessus des points repré- ▶



A l'Assemblée nationale où le président désigné se présente cet après-midi

L'ÉCHO D'ALGER

BECUWE

L'INVESTITURE DE M. PFLIMLIN SE JOUERA A QUELQUES VOIX

Ce bloc enfariné...

Les indépendants ont refusé *leur participation*

M. Mutter, à titre personnel figure dans le cabinet comme ministre de l'Algérie

Les radicaux ont accepté de participer

DÉCLENCHÉES A TRIPOLI LES ÉMEUTES AU LIBAN ONT GAGNÉ LA CAPITALE

DANS LE CALME ET LA DIGNITÉ

Rassemblement de masse à Alger

A 17 heures : MANIFESTATION organisée par le Comité de vigilance pour un gouvernement de SALUT PUBLIC

A 18 heures : PIEUX HOMMAGE à la mémoire des trois militaires prisonniers assassinés en Tunisie par le F.L.N.

Le général Gracieux a décoré les héros du douar Meddad

ENCERCLÉS par un ennemi 10 fois supérieur en nombre, ayant tenu 4 heures sur un piton

APPELONS DE GAULLE

DEPUIS L'OUVERTURE DE LA CRISE

Les quatre prises de position de M. Pierre Pflimlin sur le problème algérien

Les A.C. parachutistes ont remis 500 colis et 20 postes de T.S.F. aux hommes du 3e R.P.C.

En présence de M. ANDREU, préfet de Bône du général ROUGET et de Mgr PINIER

Les aviateurs de la base de Bône ont inauguré Notre-Dame des Ailes

Ce soir SALLE PIERRE-BORDES

M. Raoul FOLLEREAU "apôtre des lépreux", parlera de "25 ans sur les routes de la charité"

Ménager/Paris-Match

◄ **Pour le 13 mai, Mannoni arriva de Paris en Breguet deux-ponts, le pont supérieur étant en général occupé par les Européens et l'inférieur par les travailleurs musulmans. Cette fois, il eut la surprise de voir, installé au pont inférieur, Alain de Sérigny, et il ne faisait aucun doute que Sérigny rejoignait Alger à n'importe quel prix !**

Vaudrey avait surtout "envie de voir"...

sentant les villes, on a inscrit des photos d'identité judiciaire : celles des chefs civils ou militaires de l'organisation rebelle. Les légendes apprennent, au-dessous, que celui-ci a été tué, que celui-là est arrêté, cet autre, recherché. Quelques points d'interrogation (très rares) au-dessus de certaines zones dont on n'a pas encore identifié les responsables.

Le 15 mai 1958, je vais me retrouver malgré moi dans le bureau du colonel Vaudrey. Parlons donc de lui — alors sous-directeur impromptu, sous les ordres du colonel Godard, de la Sûreté nationale — et, forcément, de moi.

Après trois nuits blanches (une occupée par le voyage et les deux autres absorbées par le travail), il était urgent, pour être un peu dispos la nuit suivante, de dormir, cet après-midi-là, deux ou trois heures.

Je ne fermais jamais à clé la porte de ma chambre. J'avais sombré dans le sommeil aussitôt qu'étendu. Ma sieste n'allait pas durer plus d'une heure. J'ai maintenant les yeux ouverts, sinon pleine conscience. Quatre hommes sont là, dressés autour du lit. L'un d'eux est un capitaine, un gros « capitaine de bureau », aux joues rouges. Étendu, j'ai une brusque vision, très déformée, de ces quatre hommes qui m'entourent. Pourtant, je ne rêve pas.

— Habillez-vous et suivez-nous!
— Pourquoi?
— Alger-Sahel. Vous le saurez.

Je n'ai jamais su finalement, malgré la promesse (ou la menace), pourquoi au juste on m'avait conduit à Alger-Sahel. Je finis par croire que le colonel Vaudrey avait, comme on dit, « envie de me voir », car les questions qui m'ont été posées, peu après l'arrivée, par un de ses subordonnés (un civil), étaient vides de sens.

— Connaissez-vous Me Gisèle Halimi?

Gisèle Halimi

Oui, je la connaissais. Elle se trouvait d'ailleurs à Alger même, ce jour-là. Dans un piège. Nous avions échangé quelques paroles. Je l'avais connue à Philippeville lors du procès des émeutiers d'El-Halia, localité minière où, le 20 août 1955, des musulmans, armés de faux et de hachettes, avaient massacré ou horriblement mutilé des ouvriers et contremaîtres européens, avant de tomber à leur tour, dans les rues de Philippeville et les douars avoisinants, sous les rafales des paras du colonel Mayer. Les inculpés du procès de Philippeville étaient les rescapés des exécutions sommaires. Certains, sans doute, étaient coupables. D'autres clamaient leur innocence. Ils étaient si nombreux qu'ils n'occupaient pas un box mais toute la salle d'audience et qu'on avait dû les affubler d'un numéro. « Accusé no 7... »

Avec d'autres avocats, Gisèle Halimi assumait, devant un tribunal militaire (très serein), la défense de certains de ces « numéros »-là.

— Savez-vous qu'elle a tenté, aujourd'hui, de quitter l'Algérie?

Non, je ne le savais pas.

« Malgré l'interdiction... » Et en quoi cela me regardait-il?

— Ne l'avez-vous pas aidée à trouver place sur un bateau?

— Mais pas du tout!

— Ah! bon... (*Un silence.*) Le colonel aimerait vous voir.

Il se disait « très heureux » de me voir, le colonel Vaudrey, que j'aurais peut-être moi-même rencontré avec plaisir, en d'autres circonstances. Il était « heureux » de savoir que je n'avais pas aidé Me Halimi à « s'enfuir ». Il préférait me parler de ce qui venait de se produire en Algérie, de la « foi de l'armée ».

— Car ici, n'est-ce pas, dit-il, nous ne risquons pas seulement de perdre notre peau, mais de perdre notre âme.

Il avait dit ces mots, avec une passion sourde. Il évoquait cette « guerre de renseignements à tout prix pour écraser le terrorisme ».

— Vous comprenez, monsieur Mannoni, ce que nous ressentons. Vous le comprenez, n'est-ce pas?

Je le comprenais depuis longtemps. Je trouvais le colonel Vaudrey émouvant et inquiétant. Songeant à la manière dont j'avais été conduit jusqu'à son bureau, je pensais même que la banale expression « malaise de l'armée » était très faible en l'occurrence. « Pathologie » me semblait un mot plus approprié.

— Je vous ai fait perdre du temps, dit-il, souriant. Alger-Sahel était loin du centre. *(La nuit était tombée.)* Je vais vous faire raccompagner en ville.

— Je veux bien, dis-je à mon tour. J'ai du travail. Un travail qui ne permet pas d'accompagner des avocates à leur bateau, ajoutai-je.

— Laissons ça, voyons!

Le colonel Vaudrey a eu «envie de voir», de la même façon, Henri de Turenne. Il l'a fait quérir à l'aube du 16 mai, dans la chambre qu'il avait occupée à l'hôtel Aletti. Des tirailleurs sénégalais étaient venus le chercher. J'avais été retenu un après-midi. Il l'a été une matinée. H

E. MANNONI

(à suivre)



Jacques Gohier

Dans le cadre d'un programme de scolarisation totale de l'Algérie, fut créé, en 1957, à Aïn-el-Turk, près d'Oran, un véritable sanctuaire pédagogique, où l'on formait des instructeurs, qui allaient essaimer, par la suite, dans tous les villages, douars et villes d'Algérie, où la présence de l'école française serait indispensable. Une trentaine de jeunes Métropolitains, et une quarantaine de jeunes Oranais, filles et garçons, suivirent ce stage. Ils allaient devenir instructeurs. Mener des classes d'initiation. Ces classes où les enfants, qui sortaient d'un milieu analphabète, étaient « dégrossis », avant de rejoindre, dans le cycle normal de l'enseignement primaire, leurs jeunes camarades. Dans une classe d'initiation, on a affaire à un petit ignorant total. Il faut lui apprendre même à prendre place à son banc. Les gosses ne parlaient qu'arabe...

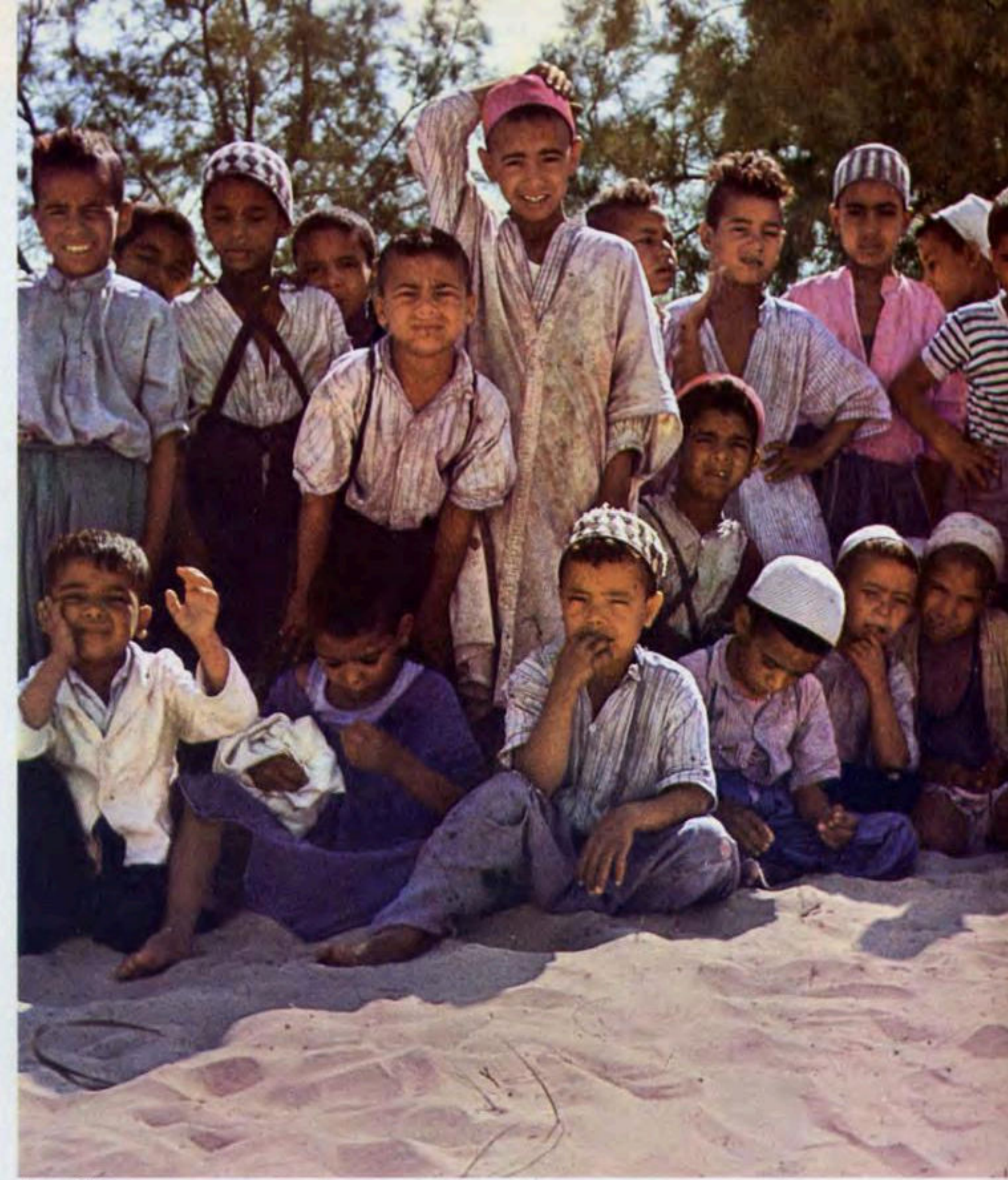
L'ALGÉRIE DE MES ÉCOLIERS

POUR le métropolitain débarquant pour la première fois en Algérie, des images vivantes et colorées défilent comme des cartes postales : avenues bordées de palmiers, Arabes en gandoura blanche, petits cireurs criards, quelques femmes voilées, tête droite sous l'amphore de grès ruisselante; enfin, une ville qui paraît insouciante et indolente sous un ciel sans nuages. Devant les maisons, sur des bancs ou des chaises, les vieux semblent se faire des confidences et, aux terrasses des cafés, des hommes, l'air grave, discutent en gesticulant. Parfois, on entend, dominant le bruit des voitures, des pleurs d'accordéon glisser des ruelles. Seuls, le va-et-vient insolite de véhicules militaires, la présence de soldats en armes près des édifices publics et dans les rues, rappellent au nouvel arrivé les « événements ».

C'est là le premier visage de l'Algérie vu rapidement à travers les carreaux d'un bus menant les passagers d'Air France de La Sénia à Oran.

Seconde étape : Aïn-el-Turk! Trajet dans un autocar aux vitres grillagées (par

dans les bleds perdus, les grandes villes ou les djebels, une classe nous accueillerait...



Jacques Gohier

mesure préventive contre d'éventuelles grenades), quelques mètres à pied à travers un sentier qui traverse un douar, tel un fleuve encaissé entre ses deux rives; puis enfin « la Mer et les Pins »!

Le nom de cet établissement, transformé en une véritable école normale et qui deviendra le sanctuaire pédagogique des instructeurs, se justifiait pleinement. Du parc venait l'odeur caractéristique des pins qui, atteignant les flammes du ciel, cachaient la mer scintillante.

Premier contact avec l'administration : le directeur m'apprend qu'il ignore encore officiellement tout ce qui concerne l'ouverture et le déroulement du stage...

Le plus passionnant, le cours d'initiation

Mais les jours suivants, l'arrivée d'autres stagiaires me rassura. Nous fûmes au total une trentaine de métropolitains et une quarantaine d'Oranais.

Quant à l'accueil, le recteur devait, avec juste raison, dire, quelques années plus tard : « Les inspecteurs, les directeurs d'école et les instituteurs, très rapidement pris par l'enthousiasme de la plus belle œuvre de pacification imaginable, ont accueilli les instructeurs en leur donnant, sans formalisme, mais avec une remarquable efficacité, la formation pédagogique indispensable pour la réussite dans les classes. »

Conscients du rôle qui nous était assigné, nous nous préparions sérieusement à notre tâche future.

Pour la plupart, âgés seulement de dix-huit ans, commençait ce moment exaltant de la vie où l'on quitte l'adolescence pour devenir adulte avec, sur les épaules, le poids de ses responsabilités.

Durant ce stage, en matière de pédagogie, on ne nous enseignait pas que la théorie. Comme les normaliens, élèves-maîtres de 4e année, nous assistions à des cours dans les écoles primaires de la ville et donnions nous-mêmes nos premières leçons sous l'œil critique d'un maître d'application, véritable conseiller pédagogique.

Pour beaucoup d'entre nous, la classe la plus passionnante mais aussi la plus difficile était le cours d'initiation. Pour apprendre aux petits musulmans fréquentant l'école pour la première fois les rudiments du vocabulaire français, il fallait parfois se transformer en acteur et en mime. Cela demandait en outre une sérieuse préparation. Pas question de donner là un enseignement abstrait; aussi le meilleur moyen de le concrétiser était-il encore de montrer l'objet en question; méthodes actives et procédés mnémotechniques consistant à exciter et à développer l'esprit d'observation de l'enfant.

Ainsi, les stagiaires arrivaient en classe avec des couffins remplis de denrées diverses qu'ils achetaient de leurs propres deniers. Un jour, l'un de nous, très consciencieux, apporta un litre de lait pour la leçon dont le but consistait à conjuguer : boire du lait; hélas! n'obtenant pas la réponse souhaitée, il se versa à boire dans un verre tant de fois que tout le litre y passa sans qu'un seul élève lui eût dit enfin « tu bois du lait », cela à son grand désespoir.

Une œuvre de foi et d'amour

Avec Noël, la fin du stage approchait. Enfin, le jour arriva où nous passâmes un par un dans le bureau de l'inspecteur qui remettait à chacun sa nomination. Nous attendions ce moment le cœur battant. A la sortie, ce fut une ruée vers les cartes Michelin d'Algérie, et les doigts couraient fébriles sur les noms de ville ou de village que, malheureusement, le récit de sanglants combats avait tirés de l'anonymat.

— Alors, vieux, où es-tu nommé?

— Près d'Alger!

— Près d'Alger? Quelle chance! Moi, je suis affecté à Orléansville...

Avant notre départ, on nous remit un petit fascicule, « le Guide de l'instructeur », dans lequel l'inspecteur primaire Marchand définissait notre mission en quelques lignes d'introduction :

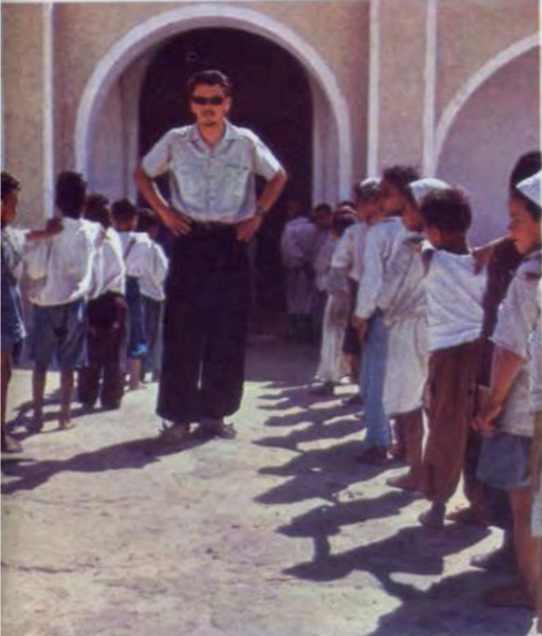
Jeune homme, jeune fille d'Algérie ou de métropole, ce petit livre est écrit pour tous ceux qui pensent que l'éducation est une œuvre de foi et d'amour, c'est-à-dire pour vous. Si vous pensez que le seul bien qui puisse nous rester au soir de notre vie est d'avoir tout donné, si vous êtes sensibles à l'appel des milliers d'enfants d'Algérie qui demandent à apprendre et à lire le français, si vous les aimez, si vous êtes prêts à les secourir, à les soigner, à organiser pour eux une cantine, en un mot si, à travers les djebels du Dahra et de l'Ouarsenis, vous vous sentez capables de collaborer à cette grande œuvre humaine et française qu'est le plan de scolarisation totale de l'Algérie, alors ouvrez-le vite...

◀ Ils arrivent en classe, certains par les sentiers sauvages qui vont des gourbis perdus à l'école. Ils ne savent ni se laver ni s'asseoir sur une chaise. Il faut tout leur apprendre. Mais ils l'apprennent avec une rare vivacité d'esprit.

Les filles aussi entrent ▶ en classe d'initiation. Elles y feront les mêmes progrès que les garçons. Ce dont elles raffolent, ce sont les comptines et les jeux comme la corde et la marelle. En six mois, elles parlent français.

Le maître, en sarouel saharien et chemise kaki. Coup de sifflet. Comme tous les écoliers de France, les gosses d'ici, même s'ils sont pieds-noirs et portent des loques, se rangent sur deux files sagement alignées. ▼

Jactel



Jacques Gohier

Et maintenant, si cette œuvre de foi et d'amour aux perspectives séduisantes vous plaît, consacrez-y toute votre vie. Croyez-moi, cette dernière ne sera pas gâchée.

Jeune homme, jeune fille d'Algérie ou de métropole, vivez votre idéal. Bon courage! Bonne chance!

Pour chacun de nous, commençait la véritable aventure; que ce fût le fait de quitter sa famille et de rester face à face avec sa responsabilité d'éducateur, ou la crainte des fellaghas.

L'oasis d'El-Oued, mon premier poste

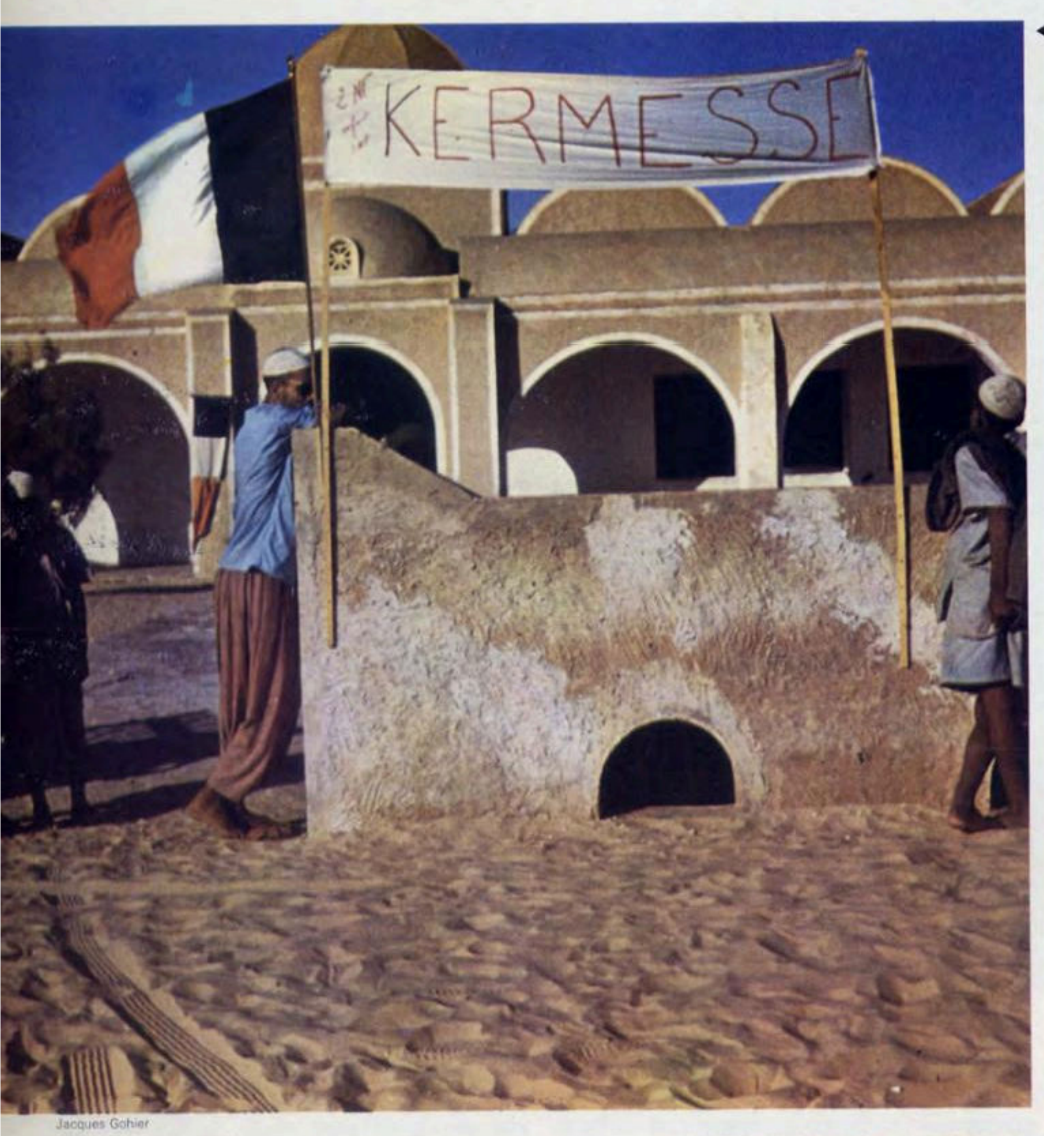
Alors que les stagiaires pieds-noirs allaient passer le jour de Noël en famille, nous, métropolitains, restions à « la Mer et les Pins ». Le soir du réveillon, malgré une table bien garnie, l'ambiance n'y était pas. Nos pensées s'envolaient, nostalgiques, par-delà la Méditerranée, vers les noëls dans nos clochers, vers nos bûches en flammes, vers la nature silencieuse et mystérieuse resserrant un peu plus sur elle son manteau de vent, de froidure et de pluie. Mais un regard jeté à travers les carreaux nous rappelait au présent. Dehors, le vent gémissait dans les pins et les cyprès élancés dressaient leurs fuseaux noirs, insensibles aux caresses et aux menaces du temps. Ces témoins sévères semblaient ici spiritualiser les beautés de cette terre voluptueuse d'Afrique. Dans les jardins, se mouvaient les oliviers d'un gris de cendre chaude. La nature, qui souffrit ici des tumultes des guerres, était pour moi, ce soir-là, un baume de douceur et de paix. Noël! symbole de paix, puisses-tu éterniser la trêve sur cette terre d'Algérie pour que tous les enfants du pays, qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans, paisiblement dorment enfin sans entendre le bruit des bombes et des mitraillades!

Enfin, l'heure du départ sonna, nous éparpillant aux quatre coins de l'Algérie, pour les uns, dans les bleds les plus reculés, pour les autres dans les djebels, certains dans des grandes villes. Mais quel que fût l'endroit ou l'école, pour chacun, c'étaient l'inconnu, l'aventure et une mission à remplir qui l'attendaient.

Quant à moi, destination El-Oued, oasis de l'Erg oriental... mon premier poste.

Déjà, les incidents du voyage me mirent en face de certaines réalités. Le train qui me menait de Constantine à Biskra sauta sur une mine. Heureusement, seuls, des wagons de marchandises furent pulvérisés. Toutefois, le déraillement des autres fit de nombreux blessés parmi les voyageurs. En ce qui me concerne, je m'en tirai avec une légère blessure à un coude. Malgré tout, j'écrivis sur mon carnet de route ▶

j'entrai dans la cour de récréation avec, au cœur, un petit serrement bien connu : le trac des néophytes



Jacques Gohier

◀ C'est la fin de l'année scolaire. Comme partout, c'est aussi la kermesse qui va alimenter la caisse de la coopérative scolaire ou, parfois, offrir des vacances aux plus méritants. Elle coïncide avec la fête du village.



Rien n'y manque. Il y a aussi des lendits. Comme le climat s'y prête, et pour qu'il n'y ait pas de jaloux, le maître a choisi un uniforme pratique et... mini-olympique pour ces mouvements d'ensemble : short et torse nu. ▶

Les moyens de mise en scène ne sont pas très grands. Mais qu'importe ! Il suffit de s'asseoir en rond pour regarder les acteurs mimer « le Loup et l'agneau ». Il fallait une rivière. Alors les gosses ont pensé au tissu bleu... ▼



Privat

ces simples mots : « Algérie, je t'aime! », qui, si j'avais été grièvement blessé, auraient pu s'écrire en lettres de sang.

C'est revêtu de ma cachabia, achetée la veille, que je pénétrai dans la cour de l'école au moment de la récréation. Première prise de contact avec les collègues, poignées de main et ce petit serrement au cœur, sorte de trac; tout cela bien connu des instituteurs néophytes.

Des gosses aussi perdus que moi

L'école comprenait dix classes disposées de la manière la plus classique, c'est-à-dire, côte à côte, encerclant la cour de récréation; seul, un sol de sable rappelait le Sahara. Mais les bâtiments n'étaient point assez grands pour contenir tous les élèves, aussi, ces derniers suivaient-ils les cours à mi-temps. C'est-à-dire que, dans la même classe, par exemple, un maître avait les élèves du cours d'initiation première année (C.I. 1) de 7 h 30 à 10 heures, et un autre prenait la relève avec un C.I.2. Cela comportait autant d'avantages que d'inconvénients; mais c'était la seule solution pour scolariser le plus possible les enfants d'El-Oued.

C'est à moi qu'échouait la création de la classe d'initiation. Cela voulait dire que j'allais avoir des élèves nouvellement inscrits. Les premiers jours, ce fut très pénible, car ils n'arrivaient que par petits



Jacques Gohier

groupes. Je crois que ces enfants avaient l'air aussi perdus que moi dans cette classe nue et devant ce tableau noir. La première chose que fait un instituteur à la rentrée, c'est de relever le nom des élèves. Hélas! ici, au lieu d'être une simple formalité, la tâche se révéla très difficile.

Des sauterelles dans les poches

Ne sachant pas l'arabe et les petits musulmans ne connaissant pas un mot de français, la question rituelle : « Comment t'appelles-tu? » restait souvent sans réponse. D'autre part, faute d'un recensement officiel dans cette région, l'abréviation « S.N.P. » (sans nom patronymique) suivait le prénom dans de nombreux cas. Et comment les distinguer quand une dizaine au moins s'appellent Mohamed?...

La classe se peupla peu à peu, le relevé des noms et l'installation de mes petits bonshommes me prirent plusieurs jours. Souvent, je me surprenais à dévisager, rêveur, ces têtes toutes tournées vers moi. Presque tous ces enfants étaient revêtus d'une simple gandoura blanche ou grise, le plus souvent sale et déchirée; mais là où je ne pus réprimer un geste de dégoût, c'est quand je vis, sur deux ou trois têtes rasées, de grosses croûtes sur lesquelles se posaient un grand nombre de mouches; et les petits teigneux ne faisaient pas un geste pour les chasser. De même, les yeux demeuraient le terrain de prédilection pour ces collants insectes, si bien que la plupart des gosses étaient atteints de trachome. Cette affection, mal soignée, entraîne souvent la cécité. Aussi, à titre préventif, chaque jour, on mettait dans les yeux des enfants un peu de streptomycine.

D'autres surprises devaient m'attendre :

— M'sieur! M'sieur! *chouf!*

A cet appel intempestif, je levai les yeux et vis une, deux, trois sauterelles s'échappant de la poche d'un tout petit, qui ne savait plus où se mettre; mais il n'était pas le seul à stocker cette marchandise insolite. Je sus un peu plus tard qu'ils s'en régalaient comme s'il s'agissait de crevettes.

Lorsque j'abordai les premières leçons de langage, je faillis bien souvent m'arracher les cheveux. Le plus dur fut surtout de leur inculquer les notions de pronoms personnels. Je dus également me battre longtemps pour leur faire prononcer correctement la voyelle « u » :

— Répétez après moi, le bUreau.

— Le « birou », m'sieur...

Le soir, mon collègue et moi, nous nous retrouvions dans l'ancien monastère des pères blancs qui nous servait de gîte momentanément, et nous discutions des heures et des heures sur nos premières expériences et notre premier contact avec la pédagogie pratique.

Le pain non quotidien

Comme dans toutes les écoles importantes, un service régulier est organisé. Diverses responsabilités incombent aux adjoints à tour de rôle. Vint mon tour de les prendre... Hormis la surveillance de la cour de récréation, je devais aussi surveiller la cantine. Les élèves les plus pauvres en bénéficiaient gratuitement; c'était sans doute le seul repas qu'ils prenaient de la journée. Un jour, je fus témoin de la scène suivante : plusieurs élèves s'acharnaient sur un pauvre petit qui serrait très fort sur sa poitrine un gros morceau de pain.

— M'sieur! dirent-ils en me voyant approcher, y veut pas manger son pain.

— Moi emporter à la maison pour ce soir, répondit le gamin, les yeux pleins de larmes.

Je compris bien vite, tout en dispersant le groupe, que celui-ci, comme tant d'autres, ne devait pas toujours manger à sa faim...

En raison du développement industriel et de l'essor économique en Algérie à cette époque, il fallait de plus en plus de main-d'œuvre et de personnel qualifié. Il fallait donner aux enfants un enseignement pratique qui répondît à leurs besoins et qui leur permît de vivre leur vie, dans leur milieu, sans risquer d'en faire des déclassés. A El-Oued, sédentaires et nomades délaissaient les activités agricoles ou pastorales pour aller travailler dans les chantiers.

Cette main-d'œuvre étant non spécialisée, un problème de qualification s'est donc posé. Aussi, la création de centres de formation des adultes répondait aux besoins.

Afin que la promotion de l'homme se fît parallèlement aux nécessités de l'heure, on créa dans toute l'Algérie des cours d'adultes pour accélérer la formation professionnelle. Bien entendu, cette tâche incombait aux enseignants, mais ces derniers pouvaient accepter ou refuser. Il faut dire que la plupart la remplirent

cet élève, ancien combattant, venait à l'école avec son fusil !

◀ Règle générale dans les écoles d'Algérie : la cantine gratuite, qui permettait aux plus pauvres (et pauvres n'était pas un aimable propos) de manger à leur faim. Ici, à côté du maître, le *chaouch* (employé)-cuisinier surveille d'un air sévère le repas des fauves. Sur sa gandoura, il a fièrement accroché sa médaille militaire.

Le tableau noir devient, ▶ pour les enfants, le symbole de l'école, et le mot école, synonyme de bonheur. On est fier de son maître, de sa classe, des images qui couvrent les murs et de celles, roses avec des rivières bleues, qui représentent la France. Beaucoup ne la verront jamais autrement. Peu à peu se forme à l'ombre du tableau, une petite société « savante ».

Jacques Gohier

avec enthousiasme malgré la fatigue et le surcroît de travail que cela représentait. En effet, ces cours d'adultes ayant lieu après la classe, il fallait donc, sans désemparer, continuer sa tâche, tard le soir.

Mais ces cours nous apportaient tant de joies et de satisfactions professionnelles qu'on en oubliait vite la fatigue. Certes, les progrès de nos élèves nous tenaient à cœur, mais on ne connaissait le résultat de notre enseignement qu'à longue échéance, alors que nos leçons profitaient aux adultes dans l'immédiat.

Ainsi, celui qui avait suivi assidûment les cours du soir pouvait obtenir un travail qu'il n'aurait jamais eu en ne sachant ni lire ni écrire.

La promotion humaine des Sahariens ne saurait exclure les femmes. N'ayant aucun rapport avec le monde extérieur, étrangère aux besoins nouveaux de la vie, la musulmane reste la dépositaire des traditions et des préjugés, exerçant une influence néfaste sur son entourage. L'homme a beau fréquenter nos écoles, assimiler des connaissances, il demeure malgré tout sous l'emprise de sa mère ou de sa femme, dont l'ignorance et le fanatisme tendaient à détruire notre œuvre civilisatrice. Nous devions faire comprendre à la femme musulmane qu'elle pouvait et devait remplir dans le foyer familial un rôle plus digne et surtout plus utile que celui qu'elle y jouait.

La réalisation de ce projet présentait de nombreuses difficultés ; mais grâce au dévouement des institutrices et instructrices, qui apprirent aux femmes non seulement à lire et à écrire, mais à mettre en valeur leurs aptitudes (par des cours de ménage, couture, etc.), les résultats obtenus permirent à ces musulmanes d'améliorer leur condition de vie.

Chez les adultes aussi, la soif d'apprendre

Conscients de l'importance et du profit qu'ils pouvaient tirer de notre enseignement, dans la vie courante ou professionnelle, nos élèves adultes manifestaient, d'autre part, un tel enthousiasme, un tel désir d'apprendre, que cela nous encourageait à donner le meilleur de nous-mêmes.

Pour ma part, je garderai un souvenir merveilleux de ces soirées éducatives, où des hommes graves, bien plus âgés que

Jactel





Jactel

moi, m'écoutaient religieusement comme si j'avais été le Prophète en personne. J'étais surtout fier d'avoir pour élèves des représentants du conseil municipal, sans compter un « makhzen » qui, ne quittant jamais son fusil, aimait parfois faire la police dans la classe. Ancien combattant de la guerre 1939-1945, il avait été désigné, suprême honneur! avec quelques-uns de ses compatriotes, pour aller défiler le 14 juillet à Paris. Hélas! Il défila, certes, mais en ambulance. Pendant la traversée, il trouva le moyen de se casser un bras à la suite d'une chute spectaculaire dans l'escalier du bateau. Sitôt arrivé à Paris, il ne rata pas l'occasion de se faire écraser par une voiture : il s'en tira avec une autre fracture, d'une jambe cette fois. Si bien qu'à son retour on le surnomma « trompe-la-mort ». Ces accidents n'empêchèrent pas notre «héros» de garder de Paris un très bon souvenir. La seule chose qui l'étonna fut de ne pas m'y avoir rencontré. Pour lui, il est vrai, son horizon se bornait aux limites du Souf.

◀ Puis il y a la promenade, le mercredi ou le samedi après-midi. Un événement. Le maître marche en tête, il explique à voix haute tout ce qui doit être expliqué sur les saisons, sur les fleurs, sur le ciel... On choisit un endroit tranquille, et là, on joue. Les filles de leur côté et les garçons du leur. Le maître dirige tout. En promenade, il est moins sévère.

En attendant de repartir pour Paris, vers d'autres aventures, il prenait allégrement le chemin de l'école, rêvant à des galons de sergent, le fusil en bandoulière, un cartable à la main, traversant ainsi le village sous l'œil médusé de ses coreligionnaires.

Le directeur de l'école se vantait, à juste titre, d'être le seul dans toute la région à faire exécuter des mouvements d'ensemble par un grand nombre d'enfants.

Cette année, nous préparions sérieusement des élèves pour le jour où ils devraient se produire à l'occasion de la grande fête scolaire annuelle et en la présence de l'inspecteur général des sports lui-même.

Un uniforme : le torse nu

Pour la première fois, une classe du cours d'initiation allait y participer. Arriver à mettre mes élèves bien alignés les uns derrière les autres, leur faire exécuter des mouvements avec un ensemble parfait, cela exigea de nombreuses répétitions et une très grande patience.

Enfin, le jour J arriva. Tous en place, les enfants attendaient le signal pour commencer. Une véritable foule envahissait peu à peu la cour de récréation. Quant aux autorités civiles et militaires, ▶



Privat

◄ **Des marins en Kabylie, sur fond de Djurdjura? Ce n'est qu'une fête de l'école. Le capitaine porte une casquette de vieux loup de mer et tous les autres ont réussi à se procurer un tricot de moussaillon. Tout cela servira pour les vacances.**

juin 1962 : j'avais aussi envie de dire : " mes enfants, c'est la dernière fois..."

elles ne manquèrent point d'assister à l'unique fête de l'année organisée par notre dévoué directeur.

Afin que nos élèves eussent une tenue uniforme, on les fit mettre tous torse nu. Si bien que l'un de mes collègues cria tout à coup à l'un d'eux d'enlever son maillot de corps noir qui, dans le groupe, tranchait nettement sur la couleur de la peau de ses camarades. L'interpellé n'obtempérant pas à cet ordre, mon ami s'approcha de lui pour mieux se faire comprendre; il s'aperçut vite de sa méprise en voyant que ledit maillot noir n'était autre que la peau même d'un petit Sénégalais qui ne comprenait rien à la colère du maître.

Enfin, les élèves exécutèrent leurs mouvements d'ensemble, face au jury, ne s'en tirant pas trop mal d'ailleurs. Puis la fête commença. Les « grands » de la classe du certificat d'études jouèrent une pièce de théâtre, s'amusant et riant autant que les spectateurs.

Musulmans et Européens se trouvaient étroitement mêlés dans cette foule, unis dans la même joie et le même plaisir; les premiers toujours souriants, les seconds s'en donnant à cœur joie, se rappelant peut-être la fête de leur village ou du quartier de la ville natale, quelque part en métropole.

En voyant le directeur se frotter les mains, nul doute n'était possible, les affaires marchaient bien. La soif et la chaleur aidant, les bouteilles de soda et de bière se vidaient vite. Le soir, il y eut bal. S'il manquait quelques cavalières, cela n'empêcha pas d'avoir une de ces agréables ambiances telle qu'on en voit en France dans une fête foraine. Une enchère à l'américaine fut organisée, donnant ainsi un surcroît d'intérêt à cette soirée inoubliable.

En ce dernier jour de juin 1962 qui, au Sahara, signifie la fin de l'année scolaire, malgré l'heureuse perspective des grandes vacances, j'eus la pénible impression que je ne reverrais plus les murs de cette école, ces visages tournés vers moi, les dunes et l'oasis aux mille coupoles blanches.

Si le « cessez-le-feu » marquait la fin des combats, il annonçait de profonds bouleversements. Je me remémorai alors le texte admirable d'Alphonse Daudet : *la Dernière Classe*. J'avais aussi envie de dire : « Mes enfants, c'est la dernière fois que je vous fais la classe », et d'écrire sur le tableau noir : Vive la France!

" Si tu pars, la France partira "

Mais la situation ne pouvait être comparée ici à celle de l'Alsace en 1870. Si mes élèves allaient changer de maître, la pensée que le français continuerait d'être enseigné dans la future Algérie me réconforta quelque peu.

Toutefois, pour moi, mon aventure se terminait avec le départ du drapeau français qui flottait sur les écoles, les casernes et les mairies depuis plus de cent trente ans. En faisant mes adieux au « makhzen », celui-ci me dit : « Si tu pars, la France aussi partira. »

Adieu, ville aux mille coupoles! Sous le ciel gris de France qui me paraît un ciel glacé d'exil, je te revois à travers des centaines de lieues et te sens invisible et présente, tel un mirage qui rend au vent du soir son âme transparente. Mais plus qu'aux charmes de l'oasis, c'est aux hommes que je pense, ces hommes que j'ai appris à connaître et à aimer.

Qu'es-tu devenu, cher et brave Abdallah, toi, si fier de montrer ta médaille militaire? Et toi, Ben Amor, fidèle « makhzen » jusqu'à la dernière heure? Et toi, Chir Bachir, chef respecté de la tribu nomade des Rebaïas, as-tu repris le chemin du Grand Sud? Et tant d'autres encore dont le seul crime fut d'avoir cru en la France et à ses promesses.

Quant à moi, je n'oublierai jamais les heures passées sous le ciel d'Algérie, et je rends grâce au destin d'avoir pu vivre cette belle aventure humaine. H

Jacques GOHIER

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (7 au 14 juin 1958)

FRANCE

8 : élections sénatoriales : stabilité du collège électoral.

9 : Massu à Alger : « Les lampions sont éteints, le Forum est clos, nous entrons dans la période de travail constructif. »

De Gaulle consulte les organisations syndicales sur les problèmes économiques et sociaux ; la C.G.T. refuse l'invitation.

Cinq nouveaux ministres au gouvernement : Buron (Travaux publics), Michelet (Anciens Combattants), Houdet (Agriculture), Eugène Thomas (P.T.T.) et Sudreau (Construction).

Le général Salan nommé délégué général en Algérie.

10 : le Comité de salut public d'Alger adresse au général de Gaulle une motion s'élevant contre l'organisation d'élections municipales avant le référendum et demandant la disparition de la loi-cadre et la suppression des partis politiques.

11 : de Gaulle qualifie la motion du C.S.P. d' « incident fâcheux et intempestif » et marque un coup d'arrêt aux factions qui s'arrogent une autorité illégitime.

13 : le M.R.P. se prononce pour un soutien actif au général de Gaulle. Georges Bidault tente de fonder un « mouvement de démocratie chrétienne ».

Déclaration télévisée du général de Gaulle : appel à souscrire à l'emprunt, annonce de prochaines propositions d'institutions nouvelles. Avec en conclusion : « La route est dure, mais elle est belle ! Le but est difficile, mais qu'il est grand ! Allons ! le départ est donné. »

14 : Antoine Pinay présente sa politique de restauration des finances et de stabilisation des prix.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

9 : le F.L.N. prescrit à l'A.L.N. de « continuer sa lutte impitoyable ».

La VIe flotte américaine au large des côtes de Turquie.

11 : livraison de chars et d'avions au Liban par les États-Unis.

Le Conseil de sécurité des Nations unies décide d'envoyer d'urgence un groupe d'observateurs au Liban, afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'infiltrations illégales de personnes ou d'armes à travers les frontières.

14 : accord franco-marocain sur l'évacuation des postes français de l'ouest et du sud du Maroc.

AMÉRIQUE

10 : envoi d'un représentant spécial du président Eisenhower au Brésil.

14 : publication d'un document américain sur l'aide du bloc communiste à l'étranger.

EUROPE

8 : l'amiral Americo Tomas élu président de la république du Portugal.

11 : projet britannique de règlement de l'affaire de Chypre soumis à Athènes et à Ankara.

11 : attaque de la « Pravda » contre les comités de salut public en Algérie.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



ALGER, 4 JUIN : "JE VOUS AI COMPRIS !"

Sommaire

● **« Alger, 4 juin 1958 »**

« Devant le général, les motards roulent en V, dans le délire de la foule. Sur les 18 kilomètres du parcours, l' « Homme du 18-Juin » retrouvera les pieds-noirs ivres d'enthousiasme. Ils rompront les barrages, encercleront l'auto, tendront leurs mains vers lui. Il trouvera des milliers de musulmans... »

● **En villégiature...**

Un journaliste, pris dans les remous du 13 Mai, est un moment mis en résidence surveillée dans les environs d'Alger. Quelques jours après, il est convoqué par des officiers supérieurs. C'est avec une certaine appréhension qu'il les rencontre...

● **Souvenirs d'un toubib**

« La nuit est noire et la pluie tombe. Nous sommes obligés d'allumer deux lampes électriques pour nous guider. Je n'ose penser à la cible que nous offrons. Nous avançons lentement, nous relayant pour porter le brancard, qui pèse lourd sur les épaules. Les pierres roulent sous nos pieds... »

Une mission quotidienne comme les autres d'un médecin militaire en campagne.

● **Les nouveaux venus**

De Gaulle est au pouvoir, il s'entoure aussitôt de fidèles, de ceux qui ne l'ont jamais abandonné au cours de la « traversée du désert ». C'est avec eux qu'il va écrire dix ans de l'histoire de la France.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. – N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.

LE COURRIER DE

LA COLÈRE

Le Courrier de LA COLÈRE
Administration - Rédaction - Publicité
9, rue du Hanovre, Paris, 2me
Tél. : RIChelieu 53-95

Je dirai simplement, parce qu'il faut que quelqu'un le dise, quelle honte, quelle révolte se lèvent dans le cœur des bons français.
GÉNÉRAL DE GAULLE

HEBDOMADAIRE POLITIQUE PARAISSANT LE JEUDI

NUMÉRO 28 — 50 FRANCS - ALGÉRIE PAR AVION : 60 FRANCS — 30 MAI 1958

Unité et Union

La République une et indivisible... le vieux cri jacobin grâce auquel, dans les années terribles et décisives de la grande Révolution, la patrie française, œuvre lente de la monarchie, a été préservée, renforcée, rajeunie, il retentit aujourd'hui de toutes les poitrines.

Il jaillit comme une condamnation des folles politiques qui ont gaspillé à la fois l'héritage ancien et les chances nouvelles. Il jaillit comme une condamnation d'un Etat impuissant, inapte à assurer l'avenir de la liberté et l'honneur des citoyens. Il jaillit comme une condamnation des hommes, des quelques hommes qui, contre toute bonne foi, s'entêtent depuis des mois à maintenir un régime inconsistant, source principale de nos malheurs.

Mais il jaillit aussi, ce cri, comme un espoir. Qui peut douter désormais dans le monde de la volonté de l'Algérie de demeurer française ? Qui peut douter désormais de la foi patriotique non seulement de l'armée du peuple, mais également du peuple qui se retrouve dans son armée ? La France est en train de faire une révolution, qui est la révolution de l'honneur outragé contre le mensonge et la honte, la révolution de la nation jeune qui veut grandir contre un système qui l'étouffait jusqu'à la mort.

Que sautent sans plus attendre les derniers vestiges, les dernières racines de la fausse démocratie, de la fausse République. C'est une vraie démocratie, c'est-à-dire une vraie liberté ; c'est une vraie République, c'est-à-dire une vraie nation qui doivent sortir de la crise que traverse la France et que de malsains personnages, pour de malsains objectifs, souhaiteraient prolonger jusqu'à la guerre civile et l'intervention étrangère.

Nous attendons le Général de Gaulle. Il est le seul capable de rétablir, dans l'ordre, l'unité de la France, et de refaire dans la liberté, l'union de la Nation.

LE COURRIER DE LA COLERE.

Penché sur le gouffre où la patrie a roulé, je suis son fils, qui l'appelle, lui tient la lumière, lui montre la voie du salut. Beaucoup, déjà, m'ont rejoint. D'autres viendront, j'en suis sûr ! Maintenant, j'entends la France me répondre. Au fond de l'abîme, elle se relève, elle marche, elle gravit la pente. Ah ! mère, tels que nous sommes, nous voici pour vous servir. (Ch. de Gaulle.)